35¢

CITÉ LIBRE

XIIIe année No 58 JUIN-JUILLET 1963 NOUVELLE SÉRIE

NUMÉRO SPÉCIAL

UN ESSAI SUR

LA PAIX

"LE RETOUR DE MICROMÉGAS"

par PIERRE VADEBONCOEUR



XIVe année, No 58
Juin-juillet 1963

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Co-directeurs :
Gérard Pelletier
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaires de la rédaction.
Jacques Hébert
Jean Pellerin

•

Editeur et propriétaire :
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration :
3411, rue Saint-Denis
Montréal 18 — VI. 9-2228

Service des abonnements :
Cité Libre
C.P. 10 — Montréal 34
LA. 6-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

Vente d'anciens numéros :
Pierre Tanguay, archiviste
6612, Viau, Montréal

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne en due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 5 décembre 1962, est formé des personnes suivantes:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler

VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson

SECRÉTAIRE :
Claude Longpré

TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS :
Benoît Baril
Jacques Hébert
J.-Z.-Léon Patenaude
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
Roland Parenteau, président
Marc Lalonde
Jean-Paul Geoffroy

ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR :
Jean-Guy Rousseau, C.A.



Pourquoi ce numéro spécial?

Il n'entre généralement pas dans les habitudes d'une revue mensuelle de se substituer, ne serait-ce qu'à l'occasion, à un éditeur en vue d'assurer à un texte ou à un ouvrage une diffusion qui, autrement, risquerait de demeurer par trop limitée.

C'est pourtant ce qu'a résolu de faire CITÉ LIBRE dans le présent numéro, qui est presque entièrement composé d'un texte de notre collaborateur, Pierre Vadeboncoeur.

Mais ce texte traite de la paix, et il en traite, estimons-nous, dans une perspective qui est de nature à susciter l'intérêt de la plupart de nos lecteurs.

La ligne de force qui supporte ici toute l'argumentation eût été considérablement affaiblie si nous avions publié cet essai par tranches. Voilà pourquoi nous avons cru utile et nécessaire de faire ce qui n'est pas habituel dans une publication mensuelle, et de consacrer tout le présent numéro au problème de la paix.

Les raisons qui nous ont amenés à prendre cette décision tout à fait exceptionnelle sont multiples. En voici quelques-unes:

1) les crises intermittentes que déclenche la guerre froide, les prétextes pharisaïques que la course aux leaderships fournit à la course aux armements nucléaires, la cupidité sans borne des puissances d'argent à qui l'inhumanité des structures profite: autant de problèmes d'une brûlante actualité qui rendent extrêmement précaire la paix dans le monde et dont Vadeboncoeur fait ici une analyse très serrée;

2) tous ces problèmes intéressent le Canada — un pays qui éprouve subitement une envie folle de « remplir ses engagements » nucléaires et qui, de par l'auguste volonté de ténébreux lobbies, donne l'impression d'avoir plus soif de petits profits que de dignité et de paix;

3) il ne semble pas douteux que la plupart des lecteurs de CITÉ LIBRE sont tout particulièrement sensibles à tous ces problèmes, et que ces lecteurs sont de ceux qui peuvent le mieux apprécier l'analyse qui en est faite ici;

4) nous considérons que l'essai de Pierre Vadeboncoeur mérite qu'on s'y arrête puisqu'il traite de la paix — une question à laquelle nous nous devons en conscience de toujours revenir;

5) enfin — et ce sera une fois de plus une preuve de notre ineffable optimisme — nous osons espérer que certains de nos politiciens auront le bon goût de meubler leurs loisirs en lisant cette étude, ce qui — en mettant les choses au mieux — pourrait avoir pour effet de leur suggérer qu'il y a tout de même quelque chose au-dessus des strictes considérations partisanes . . .

Sans plus, place à la paix.

La Rédaction

UN ESSAI SUR LA PAIX

LE RETOUR DE MICROMÉGAS

Pierre Vadeboncoeur

Conversation entre Micromégas, habitant de l'univers de Sirius, et les hommes :

« O atomes intelligents, dans qui l'Etre éternel s'est plu à manifester son adresse et sa puissance, vous devez, sans doute, goûter des joies bien pures sur votre globe; car ayant si peu de matière, et paraissant tout esprit, vous devez passer votre vie à aimer et à penser; c'est la véritable vie des esprits. Je n'ai vu nulle part ailleurs le vrai bonheur, mais il est ici, sans doute. » A ce discours, tous les philosophes secouèrent la tête; et l'un d'eux, plus franc que les autres, avoua de bonne foi que, si l'on en excepte un petit nombre d'habitants fort peu considérés, tout le reste est un assemblage de fous, de méchants et de malheureux. « Nous avons plus de matière qu'il ne nous en faut, dit-il, pour faire beaucoup de mal, si le mal vient de la matière; et trop d'esprit, si le mal vient de l'esprit. Savez-vous bien, par exemple, qu'à l'heure que je vous parle, il y a cent mille fous de notre espèce, couverts de chapeaux, qui tuent cent mille autres animaux couverts d'un turban, ou qui sont massacrés par eux, et que, presque par toute la terre, c'est ainsi qu'on en use de temps immémorial ? » Le Sirien frémit, et demanda quel pouvait être le sujet de ces horribles querelles entre de si chétifs animaux. « Il s'agit, dit le philosophe, de quelque tas de boue grand comme votre talon. Ce n'est pas qu'aucun de ces millions d'hommes qui se font égorger prétende un fétu sur ce tas de boue. Il ne s'agit que de savoir s'il appartiendra à un certain homme qu'on nomme Sultan, ou à un autre qu'on nomme, je ne sais pourquoi, César. Ni l'un ni l'autre n'a jamais vu ni ne verra jamais le petit coin de terre dont il s'agit; et presque aucun de ces animaux, qui s'égorgent mutuellement, n'a jamais vu l'animal pour lequel il s'égorge.

— Ah ! malheureux ! s'écria le Sirien avec indignation, peut-on concevoir cet excès de rage forcenée ! Il me prend envie de faire trois pas, et d'écraser de trois coups de pied toute cette fourmilière d'assassins ridicules. — Ne vous en donnez pas la peine, lui répondit-on; ils travaillent assez à leur ruine. »

VOLTAIRE, Micromégas.

• • •

AU lendemain d'une guerre atomique, les idées de liberté, de capitalisme, de communisme, de matérialisme dialectique, seraient devenues dérisoires et maudites. Les survivants, horrifiés et malades, traîneraient leur peine dans un univers décomposé. Que voudraient-ils entendre encore des philosophies que l'on aurait prétendu défendre par la guerre? Les systèmes n'auraient plus lieu d'être: il n'y aurait plus qu'une immense désolation et une puissance de mort centuplée cachée dans la matière. Il n'y aurait plus rien à défendre, si ce n'est la survivance problématique des espèces. A quoi seraient réduites les raisons que l'on croyait avoir de servir, qui la révolution, qui la suprématie de l'Occident, qui l'espèce de gloire puérile et fanatique que les plus grandes nations attachent à leur drapeau? On saurait alors ce que pesaient dans les affaires de l'homme et pour ses véritables intérêts, la défense de Berlin, la nouvelle doctrine Monroe, l'*American way of life*, le droit de la Chine sur Formose, le sort du Viet-

Nam, le pétrole d'un peu partout, les intérêts de United Fruit, le gouvernement parlementaire, les structures ecclésiastiques, la démocratie classique, la démocratie populaire, les intérêts de la révolution. Tout cela serait devenu de nul poids. Tout cela serait évalué par des rampants. Au niveau de la mort, la preuve serait faite de la folie cosmique qui aurait été la nôtre. Le jugement de l'agonie universelle serait suprême. Les deux K seraient jugés les fous de la destruction dernière, et le comble de la gloire de ces deux hommes serait considéré comme le comble de l'infamie, le comble de la honte et de la sottise, du déshonneur et de la faute. Il faut sans doute dès aujourd'hui prendre sur toutes choses, et sur les gouvernements policés qui nous tiennent, le point de vue des myriades de futurs cancéreux de l'atome. Il faut partir d'une condamnation sans condition.

D'abord les intérêts

Nous ne partons point d'une condamnation. Nous partons de la politique. Des hommes très intelligents comme Kennedy font des calculs très forts. Des hommes très intelligents comme Kroutchev font, paraît-il, la révolution qui mène à la société future. Les deux calculent à coups de risques planétaires. Ces deux hommes ne sont d'ailleurs que les pointes de leurs pyramides respectives et ils n'ont pas, par eux-mêmes, de signification particulière. Mais tous ceux qui, comme des cariatides, supportent la gloire et le gouvernement de ces grands hommes, y compris le peuple qu'ils ont embarqué dans l'aventure, forment ensemble un aggloméral de causes secondaires et cependant décisives, dont la masse à la fois dynamique et douée d'une redoutable inertie pose à l'humanité, à propos de l'avenir, la question suprême d'un sphynx que la présomption moderne croyait avoir réduit. Les hommes ont recomposé en vingt ans la Fatalité, la pire qu'ils aient jamais affrontée.

Mais nous n'avons pas un point de vue d'humanité frappée à mort; nous avons un point de vue de vivants bien en santé, qui ont énormément de possessions à défendre, de politique à suivre, d'affaires à conduire, de forces à opposer, de risques à prendre, de valeurs à invoquer. Nous raisonnons en fonction de tout ce que l'homme possède de valable. L'homme est prêt à s'anéantir pour ses possessions. Il veut, au sens évangélique, sauver sa vie.

Notre existence est tissée de politique. L'activité de l'homme social vivant et en santé s'exerce sur des calculs à perte de vue. Toute la politique est de force et d'habileté. Personne ne capitule; personne ne rend quoi que ce soit de ce qu'il a volé. La politique ne cherche que des victoires. Elle est une entreprise aveugle et gouvernée par l'intérêt.

Individuellement, nous sommes presque tous politiques. Collectivement, nous le sommes tous. Les gouvernements le sont par essence, et ce sont eux qui nous dirigent. Pis, ce sont eux qui nous contraignent, sous peine de mort.

La politique, tout éclairée qu'elle soit des choses qu'elle connaît, vise à vaincre comme un animal; et si les hommes, individuellement, peuvent remonter vers la grâce, la politique, elle, traduit directement la brute. Elle fait ressurgir la brute au faîte de l'effort humain et celle-ci agit avec exactitude et d'une manière rendue terrifiante par les moyens infinis que nous lui avons donnés. Paradoxalement, l'animal possède l'empire du monde à travers l'homme politique. Tel est l'Etat. Simone Weil en avait cette intuition quand elle l'appelait la Bête.

L'atome nous dissuade de nous entendre

C'est donc dans une intention foncière de ne pas composer et dans la volonté de maintenir par la force tout ce qu'une nation possède et prétend être valable, que les Etats s'affrontent. Si la force atomique n'existait pas, ils se jetteraient les uns sur les autres sans autre formalité. Mais la bombe-H existe. En même temps qu'elle les retient provisoirement de commettre le suicide, elle donne un bail nouveau à l'esprit politique, en ce que, protégé par la puissance absolue, chacun des blocs se raffermit dans ses croyances et en maintient à toute force la dogmatique. La puissance nucléaire renforce les préjugés des nations, contribue à les fixer dans leur obstination politique, de sorte que même à l'âge où la terre entière risque d'être détruite, les peuples continuent d'agir politiquement. Une guerre atomique serait apocalyptique, mais l'homme, profitant d'une paix que l'atome prolonge, se sert des puissances de ce dernier et de la protection aléatoire qu'elles lui offrent pour s'entêter dans ses idées et faire compter tous ses intérêts politiques pour suprêmes. Il continue d'agir exactement comme au temps où il pouvait les défendre par les armes. Il entretient ses conceptions avec autant de suite. Il voit à les faire prévaloir avec autant d'entreprise. La force de frappe conserve un esprit politique incompatible avec les dangers démesurés qu'elle engendre. L'homme continue donc, dans des conditions absolument insensées cette fois, et parce qu'il se sent protégé pour le faire, d'agir et de penser politiquement comme si le risque d'annihilation n'existait pas. La brute politique se trouve suffisamment garantie: elle peut continuer de faire la loi aux hommes.

L'armement nucléaire, par la protection qu'il fournit, encourage des attitudes susceptibles de provoquer la catastrophe nucléaire. Il conserve comme en vase clos l'esprit impérialiste sous toutes ses formes. J'inclus ici l'impérialisme idéo-

logique comme l'impérialisme économique, et aussi bien Moscou que Washington. Les armes atomiques permettent de pousser fort avant l'organisation de la guerre, dans un siècle qui, à cause d'elles, ne la tolère plus. Elles protègent cet anachronisme. Elles poussent au dernier degré les Etats à tenter plus que jamais d'agir politiquement, à donner une chance historique suprême à l'esprit politique, dans une époque où précisément ceci n'est plus possible. Des intérêts, menacés parce que dépassés par les conditions du siècle, tentent désespérément de survivre au temps où il était encore loisible à l'homme de les défendre et de les opposer victorieusement à d'autres. Désormais l'homme a la menace de l'annihilation universelle pour se retrancher; il peut différer le jour où ses possessions actuelles ne lui apparaîtront plus comme exigeant, selon le code d'honneur de l'armée, un sacrifice total.

La force décrète la vérité

L'état de force valorise à l'extrême tout ce que celle-ci est capable de défendre, et justement chacun des camps possède une force infinie. A l'intérieur de chacun d'eux, les raisons qu'on a de penser qu'on est dans la vérité s'imposent avec une force redoublée par la menace de l'ennemi, qui donne au système défendu le relief d'un évangile. L'esprit de puissance, stimulé par la puissance que l'on possède effectivement tout comme par celle que l'ennemi possède au même degré, tend à faire reposer de plus en plus ce que l'on défend sur la force. Celle-ci, puisqu'elle peut tout maintenir, fixe tout sur une ligne de bataille : la vérité relative, dans une logique de défense ou d'agression, devient une vérité absolue; l'erreur devient vérité; l'intérêt égoïste se proclame légitime; le préjugé devient sacré; tout se justifie et tout se consolide par une politique dont on ne concédera pas un iota. Se feront face désormais deux politiques érigées en absolus, puisque leur force respective est illimitée. Plus que jamais dans l'histoire, la force définit et fixe la vérité. Jamais les intérêts et par conséquent les idées n'ont été aussi bien défendus par des camps armés, puisque chacun de ces camps possède l'arme absolue. Jamais systèmes d'idées n'ont été aussi loin de se concilier, parce qu'ils ont la Mort à leur service et sous leurs ordres.

Dire que la vérité est captive de la politique à l'heure où la politique possède pour se défendre le pouvoir de tout tuer, c'est proférer une évidence depuis que nous sommes dans cette misérable condition. Il faut bien que la politique fasse feu de tout bois. En plus des raisons qu'elle peut avoir de se justifier, elle a recours à d'autres qu'elle invente et qu'elle publie. Ainsi s'opère dans chaque camp la mobilisation du mensonge et l'exécrable dogmatisme qu'elle impose. Chacun abuse à l'infini de l'ignorance et de la crédulité des masses pour se donner des armes de surcroît. De chaque côté, l'homme invente par millions des ennemis à l'homme, si bien qu'il recrée artificiellement l'âge des cavernes, époque où, contrairement à la nôtre, l'homme faisait au moins la guerre pour des choses qui lui étaient proches et qu'il connaissait bien. L'intérêt a toujours engendré la haine, mais voici qu'il la fabrique. La réflexion devra avoir peu d'hésitations à se dégager de ce cercle, puisqu'il est celui de l'infamie, étant bien entendu que tout ce qui par les armes est aujourd'hui défendu de valable l'est au mépris de l'homme lui-même.

L'intérêt force à maintenir les idées. Il les tient dès lors toutes droites, intouchables. Car chaque idée devient l'arme d'un intérêt et l'on ne peut laisser tomber des armes. L'Occident ne peut dès lors modifier beaucoup son libéralisme économique. De son côté, le bloc communiste ne peut même prolonger le temps qu'il s'est donné pour semer les révolutions. Chacun est pris dans sa logique, parce que chacun est menacé et chacun vise à renverser l'autre. Chacun, pressé par la nécessité, bande ses forces et avant tout celles qu'il obtient de sa justification idéologique. Les idées, les doctrines, deviennent indiscutables, inconciliables, car elles font partie d'un système de défense. Ainsi donc, voici fermé le cercle des empires : les armes nucléaires prolongent la politique dans un siècle qui ne la souffre plus, et la politique exclut l'humanité plus que jamais de la discussion libre de ce qui est réalisable pour elle. L'humanité est exclue du procès qui la concerne.

La force de l'atome protège d'ailleurs et favorise la constitution d'autres forces. Jamais époque ne fut plus armée que la nôtre. La force atomique fait un bouclier suffisant pour que l'homme organise des divisions, établisse des bases, arrive à la perfection de ses défenses contre lui-même. Il peut à loisir passionner les masses pour la lutte et pour des mythes. Il peut parfaire son irréductibilité. La logique de la défense absolue contre les armes et contre les idées veut que cela soit poussé jusque dans le détail et que tout soit mobilisé. En un mot, la force incline l'humanité de part et d'autre selon la ligne d'une complète séparation. Tout est dirigé selon l'inimitié et la peur. La diplomatie, agressive à sa façon, s'en mêle et verse les nations dans un camp ou dans l'autre. Les forces ne cessent de s'ajouter les unes aux autres, de se développer comme un organe, d'envahir, de pousser comme la mer jusqu'à leurs bords. Ainsi, à la faveur de l'atome, s'accumule de part et d'autre le plus formidable arsenal de forces que les énergies combinées de l'homme et de la matière puissent assembler, parallèlement à quoi les idéologies, maîtresses de progrès et de liberté, sont de part et d'autre réciproquement frappées

d'interdit et rigoureusement dressées pour la guerre. Nous voici schismatisés, n'envisageant de réunion que celle qu'opérerait l'horreur. La force, parvenue à son point le plus haut, emprisonne l'homme dans ses systèmes.

Un statu quo artificiel

C'est la loi de cet équilibre qu'il tende à garder inchangés, irritants et périlleux à l'extrême, les foyers cancéreux que l'univers contrôle encore mais qui peuvent d'un mois à l'autre faire éclater le mal. On ne saurait céder, on ne saurait donc proprement négocier. Berlin, par exemple. Ou Formose, maintenue dans l'orbite américaine pour quelle nécessité de premier ordre, voudra-t-on bien nous dire ? Pourquoi les Etats-Unis n'ont-ils pas accepté la révolution cubaine, ne l'ont-ils pas jusqu'à un certain point canalisée et n'ont-ils pas voulu contribuer ainsi à l'orientation des peuples sud-américains qui veulent se libérer ? On ne sait que trop ce qui arrête notre voisin. La loi de l'antagonisme Est-Ouest oblige Moscou aussi bien que Washington à contenir des forces immenses, des forces de peuples en révolte larvée et qui n'attendent qu'une occasion favorable pour culbuter ceux qui les oppriment. La guerre froide, c'est la révolution imminente et contenue de l'humanité. Le principal danger qui menace l'équilibre précaire dans lequel nous vivons, c'est celui de l'embrasement des pays de révolution : Allemagne de l'Est, Amérique du Sud, Hongrie, Vietnam-Sud, etc. Il semble impossible à l'un et l'autre des maîtres du monde de faire autre chose que de garder l'univers opprimé dans le plus inquiétant et le plus misérable statu quo. Courir le risque de la liberté d'un seul peuple, fût-ce le plus minime, c'est trop pour la politique. Moscou ne l'a pas osé, à Budapest. Washington ne l'a pas osé, à Cuba. Courir celui de ne posséder qu'une puissance nucléaire inférieure à la puissance rivale, les deux fussent-elles respectivement suffisantes pour anéantir dix fois l'univers, c'est encore trop. Kroutchev ne l'a pas osé, à l'automne de 1961. Kennedy ne l'a pas osé, au printemps de 1962. Celui-ci n'a pas même voulu courir le risque de ne posséder qu'une puissance atomique passablement supérieure à celle de son rival.

Sur quoi négocierait-on ? Que serait-on prêt, de part et d'autre, à échanger ? Tout est force, tout est position : on ne peut donc envisager l'abandon de quoi que ce soit. Mais le plus redoutable, c'est que les gouvernements, se constituant des forces à l'intérieur de leurs frontières par la mobilisation de l'opinion, n'agissent ensuite que davantage d'après leur résolution de ne pas composer. Bien pis, l'état d'esprit qu'ils ont créé fait un climat propice aux revendications des ultras, ce qui finit par constituer un danger plus à craindre encore que celui de la force conservatrice. C'est là un autre des grands périls de notre époque : les fauteurs de guerre peuvent trouver dans le peuple les sentiments d'hostilité voulus pour s'emparer du pouvoir ou à tout le moins pour exercer sur le gouvernement des pressions redoutables. L'impatience qui naît d'une guerre froide dont on n'entrevoit la fin que dans l'éventualité de dangereux échecs pour l'un ou l'autre camp, l'inquiétude que produiraient des reculs importants, voilà autant d'occasions pour devenir follement agressif le jour où des fanatiques capitalistes ou communistes accéderaient au pouvoir, portés par un enthousiasme populaire tragiquement aveugle, ou parvenant à leurs fins par quelque coup d'Etat.

L'évolution, fatale, conduit à la guerre

Je n'entreprendrai point de dénombrer les causes qui pourraient mener à la guerre ou la déclencher subitement.[1] Il est clair qu'elles sont légion. Ce travail, des spécialistes pourraient beaucoup mieux le faire. La situation, si on la connaissait bien, serait jugée affolante. Les aperçus qu'on nous en donne nous en convainquent. Je prends pour acquis qu'elle l'est effectivement. De grands hommes nous avertissent tous les jours du péril, et, pour peu que l'on s'essaye soi-même à conjecturer des accidents vraisemblables ou la simple évolution des situations, on touche du doigt cent possibilités de catastrophe, toutes fort plausibles. Ce qu'il y a de pire, peut-être, c'est que toute situation évolue. Les situations politiques, avec leur complexité inouïe, évoluent aussi nécessairement que l'univers physique. Ne trouvez-vous pas effrayant que deux univers humains qui se veulent irréductibles, qui sont séparés par la haine, qui ont tout préparé pour la guerre, qui sont animés par un impérialisme total, qui calculent sans relâche la perte de l'ennemi, soient placés dans une condition qui par sa nature, fait ceci : **elle évolue ?** Ne ferait-elle qu'évoluer, sans même que les antagonistes fissent exprès pour créer des situations dangereuses, c'en serait assez pour augurer de la probabilité d'une guerre. Imaginez une bombe posée dans votre maison, et qui serait instable ! Cette vision de cauchemar est tout à fait la réalité actuelle. La coexistence pacifique est un mythe, dans les conditions actuelles, car, comment pourrait-elle exister réellement dans un monde surchargé de tensions, inexorable, et qui change ? . . . Ce mythe est une photographie : il correspond à un monde fixe, donc à un monde inexistant. Un univers qui ne désarme pas se modifie constamment ! Des hommes qui nourrissent la haine, qui préparent la guerre, qui

---

(1) Tout ceci fut écrit avant la crise cubaine d'octobre 1962.

ont confié toutes leurs possessions à la force, sont placés dans une situation essentiellement mouvante ! L'évolution pousse un univers hérissé d'armements et violent dans ses détestations. Voilà où nous sommes pris, sous la férule des Etats : incapables de sortir de la haine et des systèmes agresseurs et défensifs, qui se multiplient et se perfectionnent; courbés sous la menace d'une Mort que nous ne saurions conjurer; contenus par la loi inhumaine d'une raison d'Etat meurtrière comme seraient contenus des citoyens par de simples règlements municipaux; embarqués pour un voyage de terreur dont il n'y a pas de raison de penser que les Etats le contremanderaient, ceux-ci prévoyant au contraire une résistance désespérée à tout ce qui leur porterait atteinte; et, par-dessus tout, figés dans ce déterminisme de la force qui est la lumière des chefs d'Etat, tandis que se poursuit fatalement l'évolution de cette machine hyper-explosive que l'on appelle la situation politique. A perte de vue les buts de la force et donc le refus indéfini pour l'homme de s'entendre avec l'homme ... Les données de cette guerre latente changent de semaine en semaine, risquant à tout moment de fausser le calcul. Les machines de guerre s'avancent sur un champ semé de mines. Les chefs d'Etat, eux, contemplent, qui la révolution prédite par Marx, qui le triomphe final du capitalisme et de la démocratie occidentale. Ce ne sont pas les chefs d'Etat, c'est l'évolution des choses qui déclenchera la guerre, mais les chefs d'Etat devraient le savoir; ils devraient reconnaître qu'ils n'ont pas les choses si bien en main qu'ils le croient; ils devraient savoir que, dans leur optique de puissance, l'évolution, qui se ferait de toute manière, fera exploser la charge qu'ils ont mise à l'intérieur de leurs fortifications. Il n'y a donc pas de sens à faire reposer le sort du monde sur le changement des situations quand on a chargé le monde de tant de puissance et de tant de violence que non seulement il ne pourrait rester tel quel, comme les idées défensives l'auraient voulu, mais que, se modifiant de toute façon nécessairement, il se modifiera forcément un jour avec une brusquerie qui précipitera la catastrophe. Dans un monde où le rapport des forces ne peut que changer, c'est la suprême folie que de faire une politique à la fois fixée sur des possessions et d'agir comme si cette politique systématique et conservatrice, garantie par une puissance à faire sauter l'univers, devait prévaloir un jour. Effectivement quelque chose prévaudra : la destruction du monde.

Rôle pernicieux de l'État

Tout semblerait indiquer que cette impasse fût sans issue puisque l'intérêt oriente les pensées et presque tous les efforts dans le sens du refus de composer. Pour chaque bloc, la moitié du monde, qui est son monde à lui, vaut le monde entier; une partie de la philosophie vaut toute la philosophie; le système de chacun des adversaires est à ses yeux le seul système acceptable; sa conception de l'homme vaut le sacrifice de l'homme. La logique de la défense soude ensemble tous les intérêts, toutes les conceptions, les possessions et les volontés d'un camp comme ceux de l'autre. Le gouvernement étant le lieu du pouvoir, c'est-à-dire l'agent qui transforme dynamiquement et relance dans une seule direction la totalité des pensées et des volontés d'un peuple en simplifiant tout pour contrôler et pour agir, il s'ensuit que la plus grande puissance politique d'une nation, qui est l'Etat, décuple la résistance de la nation et fixe le sort politique des citoyens qui en fait ne sont plus que des sujets. Tout devient cent fois plus politique encore puisque c'est l'Etat qui parle pour le citoyen, qui le dirige et qui le conditionne. D'où ce phénomène singulier : c'est l'Etat qui s'intéresse à la guerre et qui finit par y intéresser le citoyen. La politique finit par prévaloir sur l'humain. L'esprit de guerre, l'esprit de camp armé, finit par résumer, dans sa formule facile à comprendre, la somme des intentions de l'homme de la rue. La violence est la chose la plus aisément intelligible; le reste demeure obscur. Les sentiments vagues et les idées confuses de la presque totalité des hommes paraissent se clarifier pour eux dans l'image de la résistance armée ou de l'agression. Dès lors, voilà les gouvernements doublement confirmés dans leurs vues : ils ont suffisamment l'appui des masses pour simplifier encore leurs intentions et porter à plus de perfection les dispositifs de cette guerre latente.

Il semblerait n'y avoir plus d'issue. On s'arme, la ligne du front se précise et s'étend. Dix années, quinze années, ont démontré qu'on pouvait tout conserver, qu'il fallait immobiliser le monde dans la guerre froide. N'a-t-on pas gardé tout ce qu'on voulait ? L'univers de l'homme s'est pendant ce temps détérioré, les pensées

de l'homme se sont armées et se sont par conséquent rétrécies et dégradées, mais les avant-postes tiennent toujours et l'arrière n'a pas changé. Celui-ci est encore libre et réactionnaire, ou il est encore sous le joug et révolutionnaire : capitalistes et communistes, dans l'ensemble, sont satisfaits de cette étape. On a fait la preuve que cette voie était la bonne; les hommes d'Etat ont exécuté leur mandat. La défense ayant réussi, elle se trouve par le fait même valorisée. Oppenheimer et Pasternak avaient tort. Les intellectuels de partout ont eu singulièrement tort devant les gouvernements et par conséquent devant le peuple (dans la mesure où ils ont pu et voulu s'exprimer). Les savants furent dérisoires : leurs voix autorisées n'arrivaient pas à convaincre les hommes à succès, présidents superbes et assez vains de grands peuples. Quinze ans passés à soutenir des barricades, quinze ans de réussite dans la conservation de tout ce qu'un peuple est pour l'instant ! Cela constitue un puissant commentaire de la sagesse des gouvernements : ils peuvent en tirer une recommandation souveraine à continuer. La politique de bloc reçoit, en Occident comme de l'autre côté du rideau de fer, une consécration globale du fait qu'elle peut se targuer de n'avoir pas trahi et de celui, plus évident encore, qu'elle a maintenu ce que les Etats eux-mêmes avaient enseigné aux peuples qu'ils devaient maintenir. Il est clair que la politique de guerre froide, dont les avantages immédiats ont quelque évidence, a tout à fait réussi jusqu'à présent.

Toutes les avenues sont-elles fermées ?

Il n'y a donc pas de politique de paix, du moins de la part des blocs. Ce qu'en prétendent leurs hommes d'Etat est de la mystification. Il n'y a pas de politique de paix puisqu'il n'y a pas d'ouverture de paix. Il n'y a pas d'ouverture de paix puisque la force sans limite que l'on possède de part et d'autre établit la mesure des prétentions respectives des adversaires et puisque celles-ci occupent tout l'espace que cette protection permet. Il n'y a pas d'interstice. Il n'y a pas de zone pour la véritable paix, qui serait une paix d'échanges, de compromis et surtout d'évolution consentie. Il n'y a pas de place pour la libéralité, ni pour une doctrine qui surpasserait les systèmes actuels. Tout est bien clos et hérissé de fer. Tout tend avec une constance terrible à user de puissance pour demeurer : idées, intérêts, préjugés, possessions, cupidités, institutions. Toutes choses ont occupé les terres immenses défendues par l'atome. *L'American Way of life*, cet énorme avantage. La révolution, âprement retranchée. Cette volonté de puissance est le véritable caractère de la politique des blocs. Cette volonté obtuse et implacable est d'autant mieux ancrée qu'elle résulte non d'une seule cause bien localisée, mais d'une multitude de causes infinitésimales pareillement orientées et aussi aveugles aux vrais intérêts de l'homme que peut l'être l'activité destructrice des termites. La politique de paix des grands Etats antagonistes, c'est cela; il vaut mieux admettre sans phrase qu'elle est nulle. Il y a une politique de peur, mais il n'y a pas de politique de paix.

Il paraîtrait ne pas y avoir d'issue, car comment renouveler la vue de ces grands ensembles aveugles ? Comment faire pour que ce qui est agressif, suffisant, cupide, exalté, d'un côté comme de l'autre, s'ouvre à une vision d'unité et réalise deux choses qu'on serait tenté de qualifier d'impossibles : d'abord, non seulement se donner cette vision mais en faire partager le sens à la multitude des hommes qui d'instinct la refusent; ensuite, réaliser cela en synchronisant l'opération de côté et d'autre du rideau de fer.

Voici deux mondes chargés de refus et convergeant vers la guerre. Cette nécessité inhumaine qui les entraîne peut-elle être conjurée ? Les deux blocs obéissent comme des gaz à la loi de l'expansion et refusent nécessairement de se réduire. Les données fondamentales de la situation sont simples, tragiquement simples. La division du monde est la fin du monde déjà commencée. Cette division n'est pas simplement la séparation statique de deux empires; c'est une division guerrière, conquérante bien qu'arrêtée, dynamique bien que contenue, et dont les forces, de part et d'autre, ne jouent que dans le sens de l'expansion. Chaque moitié de l'univers monte à l'assaut de l'autre moitié. Deux multitudes s'élancent l'une contre l'autre par un mouvement réciproque et sans retour, comme s'il était physiquement de nature qu'elles n'allassent de part et d'autre que dans la direction des armes. Comment voudraient-elles aller dans la direction de la civilisation ? C'est sur ce jeu immense et dans

le sens de cet antagonisme que la politique s'exerce, totalitaire. Voilà bien la réalité, voilà le corps-à-corps de l'humanité telle que l'esprit de paix la trouve actuellement. Nous voudrions voir un commencement de paix, par où s'introduiraient, comme par une ouverture, des ouvriers de pacification, mais la puissance de chaque empire se dresse contre celle de l'autre et les armes ennemies s'entre-croisent dans un double effort de parade et d'attaque, et il n'y a pas de commencement de paix : il n'y a que l'énorme effort de guerre, pour lequel l'humanité dépense trois cent cinquante millions de dollars par jour.

Des hommes de bonne volonté parlent d'une politique de paix, mais aucune ne peut avoir de valeur si elle ne tient un large compte de la double constatation que nous avons faite : les empires, comme par une nécessité de nature, sont aux armes; cette irréductibilité réciproque, qui est comme fatale, mène presque nécessairement à la guerre, dont la probabilité est par conséquent très grande. Une politique de paix ne peut être qu'une politique de refus irréductible de la guerre, quelque soit le prix de ce refus, et elle suppose qu'on y consacre de gigantesques efforts puisqu'elle va à contre-courant de presque tout ce que l'univers compte de forces.

La guerre froide conduit fatalement à la guerre

Il ne peut y avoir de politique de paix dans la logique des empires, dans la logique de la situation créée par l'opposition des blocs. Il est absurde que la politique des nations tende à cette opposition et il est absurde que celle-ci engendre, par la nature des choses d'aujourd'hui, une probabilité de fin du monde, mais telle est l'effrayante réalité. Aussi bien, aucune politique ne peut être dite pacifique si elle consent à s'inscrire dans le cercle de cette fatalité : les blocs poussant à leur hégémonie ou à leur intégrité respectives, et cette volonté de prévaloir poussant, à leur corps défendant, les hommes à la guerre.

Le monde roule vers sa destruction. Les blocs ont créé, et maintiennent, et feront beaucoup encore pour maintenir les conditions de la fatalité qui les entraîne vers l'annihilation. Une politique de paix comme celle que prétendent pratiquer les hommes d'Etat de mon pays n'est en réalité qu'une politique de guerre froide, et donc, en définitive, une politique de guerre, car c'est une politique qui laisse séjourner l'homme dans des attitudes « défensives », lesquelles, quoiqu'on en ait, entraînent l'humanité dans la guerre. Il n'y a pas de politique de paix qui puisse être aussi une politique de guerre froide. Il n'y a pas de politique qui puisse être appelée une politique de paix, à moins qu'elle ne tende à tout le moins à se dégager de la guerre froide et à y substituer progressivement une politique de refus de la guerre. Une politique de guerre froide, une politique qui consiste à contenir l'adversaire, n'est pas, pense-t-on de prime abord, une politique de guerre, mais cette idée procède d'une illusion. Nous avons défini la guerre froide et l'opposition des blocs comme des principes constitutifs d'une fatalité de guerre. Il s'ensuit que l'opposition est déjà la guerre et que l'ambition de maintenir le tout d'une civilisation est déjà la destruction de toutes les civilisations. L'opinion contraire, qui fait partie du bagage des grandes naïvetés de notre époque, s'appuie simplement sur l'opposition illusoire et provisoire qu'on trouve entre l'idée de guerre et celle de guerre froide, c'est-à-dire sur la contradiction toute passagère (mais si réelle pour l'observateur du moment) entre une guerre dans le vrai sens de ce mot et un conflit qui, tout de même, n'a pas encore éclaté.

Or, nos attitudes reposent généralement sur cette naïveté. Nous voyons les Américains parler d'armements, Kennedy et Kroutchev ordonner leurs essais atomiques, l'OTAN préciser son dispositif militaire, Kennedy exiger en un sens l'extension du club nucléaire, Mao attaquer l'Inde, les deux blocs se dérober tour à tour et se fermer par des exigences exorbitantes aux possibilités de progrès partiels vers la paix, comme si la guerre froide n'était que la guerre froide et pouvait constituer à l'égard de l'humanité une position défendable.

Nous parlons de droit, de liberté, de civilisation à sauvegarder. Tout l'effort défensif paraît se situer légitimement sur cette ligne idéale du droit et notamment du droit de décider nous-mêmes de notre forme de civilisation. Nos dispositifs belliqueux prennent l'aspect respectable et rassurant d'une défense côtière. On ne voit de la guerre froide que son passé, propice, et que

sa signification immédiate, qui est de contenir l'ennemi, le tout sans autre perspective que celle d'un monde que vaguement l'on espère meilleur. Bref, on ne fait pas la véritable projection de la guerre froide.

Dans ce contexte, le langage même le plus téméraire est admis et les chefs d'Etat tiennent en effet des propos qu'on ne s'avise pas de trouver effarants, parce qu'on garde le préjugé que la guerre froide restera ce qu'elle est tant que les bons chefs de gouvernement se soucieront de l'humanité, et comme à volonté. En d'autres termes, les départements de la « défense » ont l'oreille des peuples, car la guerre froide est tenue pour nécessaire et supportable, et l'on accorde aux hommes d'Etat le crédit de les croire philosophes. Toutes nos attitudes s'appuient donc sur l'illusion de la coexistence paicfique et armée, mais, le plus tôt possible, découvrons la logique terrifiante de cet état de choses et tâchons d'élaborer une véritable philosophie du pacifisme.

L'opinion est envoûtée

S'il n'y a pas de pacifisme de guerre froide, ni de pacifisme de défense, il faut que le pacifisme soit effectivement tout autre chose. Or, les pacifistes eux-mêmes souvent ne préconisent qu'un pacifisme de guerre froide, qui n'est pas du pacifisme du tout. Attention ! ceux mêmes qui détestent la guerre et qui la prévoient laissent le temps s'écouler, comme s'ils abandonnaient à d'autres le soin de travailler à la paix et de favoriser des échanges entre les pays ennemis. Ils parlent de l'OTAN dans un langage d'experts et le laissent tramer sa politique de puissance. S'il se trouve qu'ils soient sympathiques au bloc soviétique, ils accordent à celui-ci leur bénédiction totale. Complètement ennemis ou amis de l'ennemi ! S'ils sont libéraux, humanistes et souhaitant la paix, ils se mêlent d'écrire sur la situation du monde, commentent les événements, font telle ou telle recommandation de détail, essayent d'inspirer le souci de la paix aux hommes de l'OTAN, mais il faut bien dire que leur action s'inscrit dans le cadre général de la politique des blocs, qui est, au mieux, une politique de guerre froide. Pour peu que nous pensions que les blocs doivent se résister mutuellement et que les pays doivent accorder plus ou moins directement leur politique à celle de l'un ou l'autre de ces blocs, alors il est fatal que notre pensée consolide, même en la critiquant, la politique du bloc auquel nous appartenons. Si vous pensez surtout en termes de défense, vous engagez votre pays dans l'engrenage épouvantable dont le monde ne saurait sortir que par une guerre. Or, il est si naturel, dans la conjoncture présente, de penser en termes de défense. Les arguments de droit et de philosophie ne manquent pas. Par le chemin du droit, on pénètre avec justification dans l'époque de la destruction atomique. Par des raisons d'homme civilisé, on pénètre dans le cercle de l'ignominie. Le droit et les valeurs à défendre sont, pour l'homme de coeur, l'antichambre honorable de l'horreur qui se prépare. C'est ainsi qu'au congrès de fondation du Nouveau parti démocratique, seul parti de gauche au Canada (à part le parti communiste, à peu près inexistant), les trois ou quatre noms les plus prestigieux du mouvement ont fait bloc pour recommander d'inscrire dans son programme, malgré une opposition minoritaire mais considérable, la continuation de l'adhésion de notre pays à l'OTAN. Nous agissons presque tous ainsi, poussés, portés par l'opinion publique, amenés à raisonner, dans la liberté, selon la ligne la plus accusée, qui est au fond celle de la politique du gouvernement ou de l'opinion préparée par lui ou par les intérêts qui l'appuient. On ne voit pas la politique de guerre froide mise en accusation. On ne voit pas l'idée de paix se dégager des politiques qui entraînent tout vers la guerre. On voit des hommes ratiociner et parler de politique internationale dans des termes qui ne nous dégagent pas de la politique internationale commune. Bref, il est clair que les gouvernements, ayant conçu une politique, ont envoûté la pensée de ceux-là même qui la critiquent. On peut donc dire qu'il n'y a guère, en matière de guerre froide, d'opposition véritable aux Etats parmi les citoyens de ces Etats. La politique prônée par les commentateurs de la politique internationale est, à peu de chose près, la politique des gouvernements. Ceux-ci demeurent les maîtres de la pensée politique à un degré dont les critiques devraient avoir honte. En ce domaine plus qu'en aucun autre, il apparaît clairement que l'élaboration de la politique se fait dans des collèges supra-populaires, retirés et cachés à la vue des masses, et qu'une fois décidée, cette politique possède un prestige extraordinaire comme si elle était proclamée par la voix même du pays. A toutes fins pratiques, les décisions

de politique étrangère font la pensée de ceux qui les commentent ou les subissent. Il en va ainsi du moins en Amérique du Nord, et singulièrement aux Etats-Unis.

Quelle doit donc être la voie du pacifisme ?

Cette question est redoutable, car les réponses qu'elle exige le sont. Si l'on se résout, une bonne fois, à écarter les illusions et cette vague inertie que les observateurs de la politique conservent comme par métier, il faudra bien déclarer un certain nombre de choix qui n'iraient pas sans risque. Dans un monde en profonde révolution, dans un univers où à toutes les époques les armes ont servi *aussi* à protéger ou à établir des valeurs, on ne se décide pas d'un coeur léger à dénoncer l'usage de ces armes, et encore moins leur usage défensif. Il faut donc faire ici une pause, pour s'interroger encore.

Il ne manque pas de raisons ...

Il est évident que la liberté, entre autres choses, est au jeu. Les sociétés dites chrétiennes le sont aussi. L'autonomie des peuples libres l'est également. Ce qui résiste, de côté et d'autre du rideau de fer, à l'empire universel d'une seule nation maintient un équilibre semblable à ceux qui ont toujours protégé de vastes domaines pour la liberté aussi bien que pour la révolution. Un messianisme politique, fût-ce celui de la révolution russe ou celui de la révolution chinoise, pour authentiques que ceux-ci aient été, ne ressemblerait pas, dans ses jours de gouvernement universel, à ce qu'il fut au temps de la guerre civile. Les lois de l'empire ne sont pas celles de la justice. On ne peut savoir d'avance les dégradations qu'engendre le pouvoir; mais si un pouvoir, communiste ou occidental, devenait universel, il ne fait pas de doute que des intérêts immenses envahiraient un tel théâtre et l'on peut être assuré que la liberté souffrirait. Le mythe de la Bête, thème fréquent chez Simone Weil, contient l'avertissement que des turpitudes innombrables grouillent dans l'ombre, qui n'attendent que le pouvoir pour tout envahir, l'empire étant le lieu par excellence de la tyrannie. Aucun jugement sur le salut par l'Etat n'a de valeur s'il ne tient au moins un compte réaliste des vices inhérents au gouvernement politique. Je crois d'ailleurs qu'aucune liberté n'existe que par l'effet d'une résistance constante au pouvoir. Pour les optimistes, si nombreux à notre époque parmi les doctrinaires, il faudrait qu'un Bergman refît *La Source,* sur un sujet politique, y reprenant sa démonstration du mal, une des sottises dominantes de notre époque étant d'avoir cessé de comprendre le mal. La dernière guerre ayant forcé les hommes à en reconnaître au moins ses manifestations les plus ignobles, mais le mal, philosophiquement, n'étant guère reconnu, la sottise contemporaine a voulu en cerner le domaine en le limitant à des systèmes politiques détestés. Ainsi les vieilles bourgeoises du milieu du dernier siècle identifiaient-elles le mal aux émeutiers des filatures. Mais celui-ci a un empire plus profond. Si vous pensez à l'avenir politique de l'humanité, il est essentiel d'y pressentir les démarches innombrables du mal. C'est une des grandes sagesses de l'Eglise catholique que de ne jamais oublier ces choses-là. Comparé à sa vue si pénétrante, l'optimisme de certains militants marxistes est de la pure sottise. C'est donc avec une conscience lucide du mal qu'il faut entrevoir la solution du grand conflit qui divise actuellement l'humanité. On voit que d'opter pour la paix, et pour la paix à tout prix, ce n'est nullement n'avoir pas considéré les épreuves que l'humanité, même en l'absence d'une guerre, serait vraisemblablement appelée à subir, ni avoir choisi pour guide l'espoir d'un paradis. C'est par un choix qui accorde au mal toutes les chances possibles qu'on peut se ranger légitimement du côté de la renonciation à la guerre. Le choix de la paix à tout prix ne peut se faire légitimement que sous l'effet d'une foi fondamentale dans l'homme, promis d'ailleurs à toutes les vicissitudes que l'on voudra, mais dont on se déclare prêt à assurer au moins sa survivance. Cette préférence pour la paix, qui est préférence pour la vie, n'exclut pas nécessairement la perspective de ce qu'on pourrait appeler le pire; elle n'exclut absolument que celle de l'anéantissement.

Il y a mille raisons excellentes pour se défendre ou pour maintenir l'univers dans un état de péril extrême. Il y a encore plus d'intérêts, grands ou petits, louables ou inavouables, pour appuyer la politique des Grands. La liberté défendue par l'Occident, de même que la révolution défendue par les puissances de l'Est, résument en deux mots l'héritage que l'humanité veut garder. Je parle de tout ce que la liberté et la

révolution permettent d'accomplir, de ce qu'elles protègent, de ce qu'elles recouvrent aussi, de tout ce que l'une et l'autre rendent possible, et du luxe de moyens qu'elles mettent entre les mains de l'homme pour s'agrandir. Je parle de tout ce qui, soutenu par la révolution ou par la liberté, croît, s'affirme, s'avance et fait avancer l'homme, souvent d'ailleurs à travers le mal. Il faut en principe défendre la liberté à l'égal de la révolution. Les pays de liberté ont raison contre les pays de révolution et l'inverse est aussi vrai. Il y a partout, défendus par un système ou par un autre, une abondance extrême de biens, et surtout des possibilités très grandes. La révolution est absolument nécessaire aux pays de révolution, comme la liberté l'est aux pays de liberté. Il est du plus haut intérêt que les révolutions se fassent, d'une part, et que de l'autre la liberté demeure. Mais que font les hommes de cette double nécessité ? Des choix partisans, la guerre, des divisions irréductibles. En un sens, ils n'ont pas tort, car la puissance du mal menace toute liberté comme elle menace toute révolution, de sorte que c'est par une sorte d'opposition farouche que ces biens divers sont protégés. Inutile d'en faire l'inventaire : les tenants de la guerre froide et de la politique de bloc ont surabondamment de raisons à invoquer pour justifier leurs positions. On ne saurait contester les bonnes raisons qu'ils peuvent avoir ! On sait d'avance qu'ils pourraient argumenter avec raison pendant des jours. La question est seulement de savoir si la paix est préférable à la destruction et, pour aider cette réflexion, s'il n'y a pas un troisième choix entre celui de Washington et celui de Moscou, et si même il n'y a pas un troisième choix **pour** Washington et Moscou.

Une troisième voie ?

Comment sortir d'une situation de tous côtés périlleuse ? Comment pratiquer une politique de paix, comment soutenir qu'il faut à tout prix faire prévaloir la paix tout en protégeant la liberté et la révolution ? La politique a fait son choix, hélas, et ce choix est facile. C'est lui qui, de tous les problèmes, suscite le plus terrible. La politique a choisi d'opprimer et de risquer l'humanité. Il faut trouver autre chose, en tenant compte de tous les aspects d'une réalité complexe; il faut trouver un chemin qui ne soit pas la guerre, mais qui ne soit pas la capitulation pure et simple. Car si le choix de la paix est un choix sans condition, il ne s'ensuit pas que la recherche de la paix suppose nécessairement la capitulation. L'esprit de capitulation multiplierait d'ailleurs les chances de guerre, car il favoriserait le triomphe des ultras. Le premier devoir est de refuser la guerre, mais le second est de la refuser en esquissant des solutions. S'il y a des risques à prendre, c'est cependant du côté de la paix qu'on doit les prendre. S'il y a un risque historique à tenter, c'est vers le désengagement et une libération progressive des forces de la paix qu'il faut orienter l'esprit de risque.

L'irrédentisme est trop simple. On a, semble-t-il, à peine exploré les possibilités d'une politique de paix. On a cru que les militaires étaient les meilleurs conseillers, parce qu'ils étaient les plus immédiatement nécessaires et parce que l'efficacité de leurs conseils était tout de suite constatable. L'homme procède toujours, pour un temps, par le plus simple. Ainsi le patronat américain des années 30 appliquait-il la manière forte et croyait-il devoir se borner à la répression, qui résumait sa politique ouvrière. L'esprit technocratique, si répandu, n'est d'ailleurs pas une cause de peu d'importance dans le triomphe de l'esprit simplificateur, et j'aime à croire que les militaires, pour leur part, en sont assez influencés. La paix est le fruit d'une longue recherche et d'une patience, comme toute sagesse, et il ne faut pas s'étonner de la voir spécialement en honneur au pays de Nehru.

Certains désengagements, certes, sont impossibles à court terme. Il y a des pays qui ne peuvent démontrer leur machine de guerre, tant leur pyramide des forces, aux pièces étroitement emboîtées jusqu'au faîte, est rigide et tient tout en un bloc : le président des Etats-Unis, le voulût-il, serait probablement incapable de réorienter rapidement la politique de son pays dans un sens très différent de ce qu'elle est, et il en va probablement de même pour Kroutchev. La précipitation des événements, les fautes qui se commettent d'un côté comme de l'autre, sans parler de ces fameuses philosophies de l'histoire, énormes vérités bordées d'erreurs et d'exclusives, chacun se croyant tenu d'adhérer à l'une d'elles et d'éviter de reconnaître ce que l'autre peut contenir de vérité et de convenance, font aussi que la marge nécessaire à une direction intelligente des actes est étroite. Non seulement l'esprit simplificateur

et l'insistance des intérêts rendent-ils les manoeuvres pacificatrices quasi impossibles, mais encore chacun est poussé plus loin qu'il ne voudrait aller, soit par des causes imprévisibles, soit par l'action de l'ennemi, soit par l'option fondamentale qu'il a faite et à laquelle des forces insistantes le tiennent rivé. Il faut reconnaître qu'il y a des conditions qui ne permettent pas une latitude suffisante pour bien servir la paix. Mais ceci dit, posons qu'il y a d'autres conditions qui la permettent.

Je ne puis croire qu'en tous ses points l'alliance occidentale soit si monolithique qu'il n'y ait pas plus de place qu'elle n'en montre pour l'exercice d'une activité pacificatrice intense, au moins en certains de ces points. Si aucun gouvernement communiste ou occidental n'a vraiment exprimé de mouvement de révolte à l'égard de l'hostilité systématique qui divise le monde, ni prouvé par un mouvement politique sans équivoque et suivi d'effets importants son intention de travailler autrement qu'en paroles à une authentique offensive de paix et à une reconstruction du monde selon des perspectives cette fois valablement technocratiques (les systèmes étant aujourd'hui largement dépassés), cela tient pour une part à une insuffisance de la pensée politique. La philosophie ne semble pas empêcher les hommes d'Etat de dormir : que font-ils de cette violente inquiétude et de cette sagesse qu'on trouve pourtant chez des hommes de science comme Einstein, comme Russell, comme Joliot-Curie, et chez certains humanistes, comme Schweitzer, comme Jean XXIII ? Pourquoi les avertissements que ces derniers prodiguent ne trouvent-ils pas de suite, sinon dans l'ensemble de la politique de l'Est ou de la politique occidentale, du moins dans des pays donnés, à des moments donnés ? Je ne parle pas ici des voeux bien vagues et des manoeuvres de propagande dont tous les pays se payent le luxe rentable, je parle de mouvements authentiques de paix, que ne viendraient pas démentir les missiles russo-cubains, d'une part, et l'offensive de la baie des Cochons, d'autre part, ou la volte-face de Pearson, ou le renforcement nucléaire de l'OTAN. Je parle des chances véritables qui seraient données à la paix, de risques authentiques de pacification, accompagnés de véritables efforts, conjoints si possible, d'organisation du monde et de partage progressif de la richesse. Si cela est trop demander, et ce l'est généralement parlant puisque le désengagement est souvent impossible, pensons plutôt aux mêmes risques, mais à une échelle réduite, et de la part de certains gouvernements, et à certains moments. Mais disons, avant de toucher à cela, que le plus étonnant, c'est que les blocs, possédant une force de frappe infinie, travaillent si peu à la paix qu'ils ne consentent pas même, couverts qu'ils sont par cette force et jouissant par conséquent d'une protection que la négociation véritable ne saurait entamer, se révèlent incapables de céder, pour promouvoir la paix, la moindre parcelle de leur zone d'influence, pas plus Berlin que l'île de Cuba, pas plus le Guatemala ou Formose que le Tibet ou leur portion respective de la Corée, ce qui révèle d'abondance qu'elles ne peuvent s'entendre sur aucun programme commun de politique d'aide ou de progrès, sur aucun grand traité de commerce, ni simplement sur des échanges substantiels de renseignements scientifiques. L'étonnant, c'est qu'étant à peu près complètement à couvert grâce à leur force respective de dissuasion, les deux blocs se montrent irréductibles en ce qui touche non seulement leurs intérêts majeurs mais aussi les moindres de leurs avantages stratégiques ou autres, réduisant ainsi les possibilités de négociation à zéro. Celle-ci, ne pouvant porter même sur des objets mineurs, n'a aucune chance de commencer . . . Les maîtres du monde ne négocient donc pas et ne cherchent guère davantage si une commune direction, en quelque domaine que ce soit, ne serait pas souhaitable. Cet état de guerre froide, aussi bête et tragique que les antiques guerres de religion, mais combien plus dangereux, n'est pourtant pas compris comme un anachronisme ou comme une étape indûment régressive de l'humanité, mais comme un effet inévitable du rapport de deux forces hostiles, c'est-à-dire comme une conséquence nécessaire de la réalité politique. Les deux parties font plutôt des semblants de négociation sur le désarmement et particulièrement sur l'interdiction des armes atomiques, ce qui est une immense comédie, car il ne saurait s'agir de désarmer quand on ne pratique pas l'ABC des échanges, de la politique conjointe et de la fraternité. Cette mise en scène, entièrement artificielle et dressée pour la galerie, atteste abondamment qu'on ne négocie sur rien. Chose paradoxale, négocier le désarmement, c'est avouer clairement qu'on refuse complètement de transiger sur le reste, mais

d'abord sur le désarmement. L'ordre à suivre serait d'écarter ces ridicules conférences et d'en tenir d'authentiques en vue de la conciliation des intérêts et de la modification graduelle des systèmes antagonistes.

Il faut établir la paix, mais ceci ne peut se faire sans audace et sans grandeur, sans une attention toute portée sur ce qui est possible à cette fin, ni surtout sans une transformation progressive de l'idée que se font les puissances de leurs buts ultimes et de leurs intérêts en devenir.

Le destin des nations est en définitive solidaire du destin de l'humanité dans son ensemble. Les fins d'un grands pays, si dépendantes soient-elles, à l'heure présente, des conditions qui résultent de la guerre froide, du bloquage de l'évolution de certains peuples et des révolutions qui se préparent, ne sont pas à tout jamais inscrites dans ce contexte créé de main d'homme et contingent comme l'est toute actualité. Mais si les buts d'une nation continuent d'être considérés comme liés à une révolution communiste ou à une réaction capitaliste dans les contrées encore en balance en ce point de l'histoire, ou encore à des bouleversements espérés par une grande puissance dans le camp de la grande puissance adverse, en un mot si l'on escompte de part ou d'autre certains accident plus ou moins décisifs pour résoudre, par une sorte de victoire d'un bloc sur l'autre, le problème des antagonismes actuels, alors il est clair que l'effort de la politique, loin de tendre vers une solution des conflits, consistera au contraire à rechercher constamment, non pas une solution proprement dite, mais un triomphe, et à attendre, dans la plus complète intransigeance, qu'il se produise. C'est assez dire que, ne croyant plus les compromis nécessaires, l'on ne s'efforcera pas de trouver de commencements de solutions, et que, chacun cherchant à préserver tous les éléments de sa force, les éléments de progrès vers la paix seront même soigneusement écartés. Ainsi s'organisera l'irrédentisme le plus parfait et la politique restera l'art de maintenir avec la dernière rigueur la plus grande somme possible d'avantages tactiques sur l'adversaire et d'en acquérir d'autres. Les velléités de paix seront dès lors des plus vaines. La pensée d'une humanité réunie ne pourra vraiment prendre corps puisqu'elle ne pourra s'articuler sur aucune tentative concrète de la réaliser, sur aucune politique pacifiste réelle, sur aucune concession de fait, sur aucune espèce de changement dans le sens de l'harmonie. La philosophie seule fera peut-être des progrès, parce qu'elle est relativement libre: elle donnera Teilhard de Chardin, Lebret, Josué de Castro. Mais quelles seront les chances d'une politique de paix, puisqu'à aucun moment celle-ci ne commencera même de se constituer? Les nations resteront donc fixées dans leur politique de sauvages et compteront sur le développement de l'histoire, c'est-à-dire sur les chances de catastrophe, pour dénouer la situation. On assistera peut-être à un dénouement, en effet; mais il sera horrible.

La condition du monde, à quelque moment qu'on la considère, exerce une pression terrible sur la pensée des hommes d'Etat, en sorte que tout ce qu'ils conçoivent, ou à peu près, c'est une réponse étroite aux problèmes qui se posent à chaque instant. La pensée politique se développe donc avec une immédiateté tyrannique et ne dépasse pour ainsi dire d'aucune hauteur les faits impérieux du moment. L'extrême complexité de ces faits et l'urgence créée par les circonstances tiennent la réflexion politique rivée aux exigences de l'instant, de sorte que l'itinéraire politique est fait d'une suite de manoeuvres exécutées d'accident en accident, l'imagination et la réflexion ne travaillant avec envergure que pour le perfectionnement des armées et la consolidation des intérêts. Voudraitéon même prendre quelque élévation, les événements (et l'environnement de l'homme d'Etat) ramèneraient vite à des considérations d'un ordre moins altier. Ainsi donc, non seulement ne veut-on point d'ordinaire regarder plus avant dans l'avenir de l'homme et concevoir de vastes transformations raisonnables, mais la brutalité des événements et des conseils rend cela plus difficile encore.

Antinomie relative de la révolution et de la réaction

Chaque Grand croit avoir des buts qui seraient nettement définis par la façon dont sont placés pour le moment ses intérêts dans le monde. Ainsi une bonne part des intérêts économiques des Etats-Unis dépendent, pour l'heure, de la façon dont l'Amérique latine est économiquement et politiquement dominée. Déranger l'ordre établi chez les Sud-Américains, c'est évidemment troubler une part de l'économie des Etats-Unis.

Or les nations projettent dans l'avenir les schémas actuels de l'organisation du monde (« What we have, we hold »), ce qui non seulement détermine pour elles une politique rigidement conditionnée pour le présent par les données contemporaines, mais ce qui influence également la représentation qu'elles se font de l'ordre futur, un ordre que tout peuple devrait actuellement concevoir comme devant être caractérisé par la détente et la coopération internationales. Je ne parle pas d'une harmonie idéaliste et qu'on escompterait d'un triomphe de la bonne volonté dans le monde, mais d'une paix réalisable à cause de conditions objectives. Ces conditions font que l'idée de révolution universelle présentée par Marx et Lénine comme la *seule* voie de progrès pour les peuples, de même que les idées impérialistes, jadis nécessaires aux nations en voie d'enrichissement, tendent à être dépassées grâce aux possibilités technologiques actuelles, pour faire place graduellement à l'idée d'organisation conjointe de l'univers, en vue de laquelle la paix serait d'une nécessité primordiale. Ce n'est pas à dire que les révolutions ne seraient plus nécessaires chez certains peuples, mais elle n'auraient plus le caractère messianique universel que le système marxiste leur conserve encore; elle seraient concurrencées par d'autres forces de progrès et, là où le besoin en est, elle pourraient avoir lieu sans pour autant menacer le monde; les peuples auraient moins besoin de la révolution, ils pourraient la faire avec de moindres conséquences, elle serait moins redoutable pour l'ensemble.

La guerre fut une condition de la prospérité de quelques peuples, tandis qu'à l'heure actuelle cette condition est renversée. En effet, d'une part la guerre provoquerait un cataclysme universel et d'autre part la paix, à l'âge de l'atome et des moyens technologique dont nous disposons, peut produire des fruits incommensurablement plus grands que tout ce qu'ont rêvé d'avantages les conquérants depuis le commencement du monde. L'homme a aujourd'hui les moyens de réaliser pacifiquement bien au-delà des buts de ses révolutions et de ses guerres. Il possédera d'ailleurs rapidement des moyens de plus en plus considérables. Voilà la situation nouvelle dont toute politique internationale devrait tenir compte. Il s'agit d'une réalité dont l'ampleur est si grande qu'elle ne se laisse guère saisir par l'esprit pratique, plus apte à analyser des faits qui conduisent aux révolutions de palais ou à définir des politiques qui aient quelque rapport avec les comportements anciens de l'humanité ou avec les intérêts ou les inclinations de groupes puissants mais limités d'individus.

Lorsque les marxistes parlent de réalité « objective » et de lois de l'histoire, quand ils font des situations une analyse qu'ils veulent rigoureuse, il leur faudrait juger que les conditions actuelles, technologiques et militaires, sont sans commune mesure avec celles du temps de Marx. Pour ce qui est des conditions militaires, Kroutchev l'a d'ailleurs souligné aux communistes chinois. Quand les impérialistes persistent à s'organiser contre le renversement de l'ordre établi et prétendent, à force de s'armer, protéger des intérêts économiques qui sont effectivement, à l'heure présente, fonction de l'hégémonie industrielle occidentale et de la résistance armée au changement, ils devraient penser qu'un tout autre ordre est possible dans le monde, même pour eux, et que la prospérité d'une nation, dans les conditions modernes de productivité et dans les conditions possibles des échanges, pourrait être favorisé aussi bien par une organisation du monde dans le sens de la paix, de la diversification des marchés et de l'universalisation des richesses que par le maintien artificiel de situations privilégiées.

Les buts de la révolution auxquels les marxistes se réfèrent pour conspirer à l'échelle de l'univers, et les buts de la réaction auxquels les impérialistes s'accrochent pour défendre ce qui ne peut être appelé privilège que par rapport à une moitié du monde injustement privée des biens universels, ce sont là des fins qui ne sont aussi contradictoires que pour la raison suivante : c'est que, de part et d'autre, on accepte le postulat selon lequel tout dépend d'une dialectique d'opposition, de défense, de conquête, et du triomphe éventuel d'une partie du monde sur l'autre. Or, cette dialectique n'est pas la seule qui puisse avoir un sens. Il peut exister aussi une dialectique de conciliation, voire de coopération. La dialectique d'opposition n'était fondée politiquement, parfois, qu'aux temps où la guerre était possible et où les biens étaient rares et devaient le rester. Mais cette ère qui durait depuis le commencement de l'humanité, a pris fin vers 1945.

Si l'on pense que pour se rendre en un point de l'histoire où il existera pour des collectivités

plus ou moins grandes d'individus un état économique jugé désirable, il faille faire comme les nations ont toujours fait, c'est-à-dire préserver ou conquérir par les armes un maximum d'avantages, alors il est clair que révolution et conservation restent des symboles pleinement nécessaires et tout à fait contradictoires. Les colonialistes croyaient cela aussi, mais ils faisaient l'erreur que l'on sait. L'Allemagne et la France le croyaient également, mais leur erreur, qui a coûté, inutilement, la dévastation du continent et des injustice inouïes, ne devait pourtant précéder le Marché commun que de quinze ou vingt ans. Il peut y avoir une dimension progressiste de la conservation, comme il peut y avoir une dimension temporisatrice de la révolution. Les possibilités de la civilisation, de nos jours, excèdent immensément celles qui naissent de la division entre les hommes, et la guerre pour cette raison doit être dite barbare. Refuser ce qui nous sera accordé de toutes façons par la technologie moderne et prendre ce qui nous est interdit par les conditions modernes de la guerre, c'est-à-dire persister à croire que l'opposition des blocs conduit quelque part ou en tous cas mène à une situation plus avantageuse qu'elle ne le serait sans elle, c'est faire un immense et périlleux détour. C'est se soumettre à un itinéraire non seulement superflu mais infiniment risqué. C'est persister à se battre pour ce qui est ou qui sera donné. Là se trouve l'anachronisme effrayant de la guerre froide.

La paix,
objet d'expérimentation

Certes, les conciliations nécessaires ne sont pas choses facile. Je ne prétends nullement qu'on pourrait aisément y arriver, ni que les solutions soient simples et à portée de la main, ni que les fluctuations qu'engendrent les changements d'orientation politique ne feraient pas se rebiffer des quantités d'individus ou de groupes qui croient à la fausse sécurité de leurs retranchements ou qui, pour leurs affaires particulières, préfèrent le statu quo à des changements qui déplaceraient les intérêts, ni que l'on puisse faire confiance aisément aux adversaires. J'écarte de la thèse que je défends avec les pacifistes tout ce qui pourrait la faire paraître autre chose qu'extrêmement difficile et lente à réaliser dans les faits. Mais il y a une différence entre les deux optiques. Il y a une différence essentielle entre chercher et se conformer, entre s'orienter et suivre une pente, entre une politique ouverte et une politique close. Il y a, par exemple, une différence, pour une puissance secondaire comme la nôtre, entre tenter de réels efforts de paix grâce à une politique suffisamment indépendante et se plier aux volontés du Pentagone comme le veut Pearson. Si l'on prenait pour servir la paix la dixième partie des initiatives que l'on prend pour maintenir ou empirer la division du monde, la situation serait déjà beaucoup meilleure. Si l'on choisissait de faire un peu l'expérience de la coopération des puissances, peut-être ferait-on la découverte que la guerre ou le partage de la terre n'étaient pas aussi nécessaires qu'on l'avait cru. Peut-être recevrait-on des fruits qui montreraient l'illusion des anciennes politiques. Les intérêts souffrent du fait que les expériences de paix ont été jusqu'ici fort rares, alors qu'il faudrait, pour reconnaître un peu le chemin où s'engager, ne pas laisser passer une occasion d'en tenter une. Faire un mouvement vers la paix, ce n'est pas se découvrir. Il était ridicule, pour les Etats-Unis, d'empêcher la filiale canadienne d'une fabrique américaine d'automobiles d'exporter quelques véhicules en Chine; mais Washington est allé jusque là de cent manières différentes. Tenter un, deux, dix rapprochements par le moyen de concessions réciproques, ce n'est pas davantage dégarnir son front, mais cela peut permettre des expériences, dont on pourrait ensuite connaître l'avantage. Pourtant, on a bien soin de n'en rien faire. Multiplier de telles expériences enseignerait peut-être une voie nouvelle, sans que l'on dût pour autant mettre bas les armes. Ces expériences finiraient peut-être par constituer une tradition qui, par l'effet révélateur de ce qui est positif et profitable, imposerait ses avantages et déclasserait les armés. Accroître les échéanges entre peuples puissants, cela compenserait dans une certaine mesure et peut-être largement l'exploitation éhontée dse peuples pauvres et ceux-ci pourraient plus librement tenter d'abattre chez eux la tyrannie qui les tient.

Il faut faire des expériences de paix. Décréter la paix est impossible, mais on peut faire, sans qu'il y ait de trop grands risques, de nombreuses expériences de paix. Une puissance mineure peut toutefois difficilement se les permettre quand elle choisit d'identifier sa politique à celle d'une nation qui envisage le risque de guerre et qui aspire à la maîtrise du monde. C'est en quoi

le projet du gouvernement canadien d'accepter des armes nucléaires est criminel: celui-ci conformera davantage sa politique à celle d'une nation devenue folle et, loin d'essayer un peu la paix, il fera une expérience belliqueuse de plus. Il faut diminuer le nombre des expériences allant dans le sens de la guerre et augmenter celui des expériences qui réalisent un peu de paix, qui tendent à établir une tradition de paix, qui tendent à faire graduellement la preuve des bénéfices de la paix.

Se désolidariser des blocs

La politique de bloc restreint dangereusement la liberté de mouvement des pays qui y adhèrent. Il leur est dès lors très difficile de s'employer à dégager les relations internationales de l'ornière de la guerre froide. Il faut donc compter au nombre des expériences pacifistes la pratique d'une politique largement indépendante de celle du bloc auquel on adhère encore, et même le désengagement total à l'égard de ce bloc. S'il est presqu'impossible dans l'état actuel des choses, pour l'une et l'autre des deux principales puissances du monde, de faire beaucoup pour la paix, du moins d'autres Etats pourraient-ils tenter davantage, avec prudence, sans doute, et moyennant réciprocité et divers accomodements, mais d'une manière non équivoque. Ils pourraient agir progressivement, par mouvements successifs et avisés, mais selon un idéal proclamé, que viendraient étayer des études précises dont les négociateurs tiendraient compte et qui permettraient de connaître le coût et le profit probable de chacune des démarches à entreprendre. Le Marché commun ne se négocie pas autrement. Ce qui n'était même pas imaginé il y a vingt ans en matière d'organisation économique internationale est en voie de se réaliser en Europe, grâce à un nouvel état d'esprit et parce que les hommes y ont appliqué leur attention à des combinaisons imprévues d'intérêts, désormais reconnues comme fructueuses.

La politique de bloc étouffe la volonté de paix. Elle tue dans l'oeuf les tentatives que l'on voudrait faire pour réorienter le monde et elle exerce un contrôle plus ou moins tyrannique sur l'opinion publique. Elle conditionne l'expression des idées et elle décourage les hommes de paix, débordés par les forces belliqueuses et l'ignorance des masses dressées pour accueillir favorablement les menées des militaires et la propagande officielle. On ne peut abandonner le service de la paix à cette machine immense. Si peu de voix sont laissées aux pacifistes et la pensée de la paix compte pour si peu parmi les forces qui forment l'engrenage de la politique universelle, qu'il faut favoriser à l'extrême tout ce qui s'écarte de l'esprit d'hostilité. Le devoir d'indépendance est d'autant plus grand que celle-ci est plus contestée. Echapper à l'organisation systématique de la guerre, par l'expression d'une philosophie pacifiste, par l'action des partis, par des prises de position de groupements divers, par par la formulation d'une politique nationale nettement orientée vers la paix, cela semble une condition essentielle pour que l'humanité ne reste pas figée dans le tragique automatisme de la guerre froide, quasi inévitable dans la politique de bloc.

Il s'agit de desserrer l'étau. Ce n'est pas peu de chose. Il s'agit d'imposer des propositions pacifistes en pleine guerre froide. Il faut tout faire pour opérer le sauvetage. Il s'agit de contredire et de contrarier les états-majors. Tout homme ou tout Etat qui se soustrait à l'emprise de la politique de bloc, machine infernale que personne bientôt ne contrôlera plus, pose le seul acte politique qui puisse servir de départ à un progrès certain vers la paix. Un pays comme le Canada doit acquérir toute la latitude voulue pour se distinguer et pour agir selon une pensée politique autonome. Loin de garder ses distances, le pays, par la voix de Pearson, parle de les diminuer. Les individus doivent eux aussi garder ou reprendre une distance absolue à l'égard du conformisme belliqueux. L'action de Lord Russel, en Angleterre, repose sur ces principes. Il s'agit de prévenir le plus possible la contamination des hommes par l'esprit de guerre et d'empêcher de se constituer des monolithismes d'Etat et de groupes d'Etat, car plus un bloc est cohérent, moins il se meut avec souplesse, moins il s'adapte, moins il comprend. Il faut préserver le plus possible la liberté de penser et celle de s'opposer aux forces de destruction. Il importe de garder à l'homme une marge sécuritaire aussi grande que possible par rapport aux automatismes qui conduisent à la dernière des guerres. Il faut se hâter de lancer des initiatives de paix, afin que l'espoir permette aussi à d'autres hommes, nos

ennemis, de concevoir des projets qui ne soient pas nécessairement ceux de soulèvements systématiques qui appelleraient la répression de l'adversaire. La technique moderne apporte sa propre révolution, et les peuples qui s'en sont servi suffisamment tôt, malgré beaucoup d'erreurs et d'injustices, n'en ont guère fait d'autres. Il faut donner aux peuples sous-développés la révolution technologique. Pour ne pas compromettre à jamais le sort de l'humanité, il faut que l'homme diversifie l'opinion publique et les opinions des Etats, et non point le contraire. Le caractère impérialiste de l'Etat, son caractère d'agent concentré des forces expansives d'une nation, se sont étendus bien au-delà des frontières nationales, de sorte qu'aujourd'hui, c'est le gouvernement dominant d'un hémisphère qui concentre, dirige et détermine toutes les forces impérialistes des nombreux pays qui se coalisent et qui impriment, grâce à lui, un irrédentisme décuplé à la politique de l'ensemble. C'est à la force de ses membres que n'importe quelle fédération fait appel, et c'est à son intransigeance. Une demande, une surenchère s'établissent alors, pour réclamer plus de force, plus d'intransigeance; presque rien ne demande au contraire plus de conciliation; c'est donc dire que rien, pour ainsi dire, dans les alliances, ne joue en faveur de la paix. L'ennemi faisant de même, le cercle de la guerre froide, définitf et sans issue, se ferme et se durcit. La paix devient inaccessible, et d'en parler dans les conseils internationaux n'y change rien. On veut bien de la paix, à la condition de ne rien changer aux motifs que l'on aurait de faire la guerre. On ne veut rien modifier aux raisons de la guerre froide, mais on prétend vouloir la paix. Aussi vingt ans de ces feintes et de ces discours hypocrites n'ont-ils rien changé à la situation initiale, qui s'est au contraire détériorée.

Il faut donc tout faire pour rejeter le monolithisme des blocs, qui n'a d'effet, dans chaque camp, que d'annuler, aux conseils secrets des nations, les différences et les hésitations par où pourrait s'introduire dans la politique un commencement de pacification. Nous souhaiterions des expériences de paix, mais comment arriver à en réaliser lorsque les initiatives auxquelles songerait tel ou tel gouvernement sont d'avance condamnées par ses partenaires ? La politique particulière à tel ou tel Etat s'atténue et s'amortit avant que d'être appliquée, et tout finit par se fondre, au mieux, dans une vague politique d'attente passive, où se résolvent les différences, cependant que l'Etat dominant garde l'initiative de ses menées de guerre, d'autant plus qu'il fait chanter ses alliés, comme des politiciens canadiens nous ont dit sans vergogne que le pays voisin nous faisait chanter cette année par des menaces de représailles. L'organisation internationale d'une machine de guerre est en elle-même une cause de guerre, par suite du fait que la coalition ne laisse à peu près aucune place à l'expérimentation des moyens d'établir la paix.

Une marge d'expérimentation existe

Mais il importe relativement peu, d'un autre point de vue, que la paix soit armée, pourvu qu'elle progresse. La possession d'armes atomiques par les Etats-Unis et l'URSS, dont nous avons souligné qu'elle favorise la persistance anachronique des visées impérialistes des blocs, pourrait tout au contraire servir de couverture à l'établissement graduel de la paix; car de grandes nations, ne craignant guère d'être attaquées et concentrant dans leurs frontières ou en haute mer les moyens de tenir l'ennemi en respect où que ce soit dans le monde, se trouvant par conséquent moins à la merci des conséquences d'une fausse manoeuvre de paix de leur part, devraient disposer d'une plus grande liberté sur l'échiquier international. Kroutchev implante sa force de frappe à Cuba et la retire sitôt après, faisant ainsi preuve d'une versatilité, d'une latitude de manoeuvre dont les grandes nations devraient user pour transformer par à-coups la politique internationale et changer peu à peu par un commerce réaliste la carte militaire en une carte de paix. Nous ne sommes plus au temps où l'occupation d'un cap ou d'une île constituait une pièce essentielle à la défense d'un empire.

En progressant, la paix s'imposerait, car non seulement les empires y trouveraient des avantages, ce qui est le commencement de la sagesse, mais peut-être les révolutionnaires comme les impérialistes découvriraient-ils des perspectives nouvelles, d'une part le mythe du Grand Soir perdant de sa nécessité et d'autre part l'exploitation économique des peuples moins avancés devenant moins indispensable au progrès des nations dominantes.

Tout cela suppose cependant que cesse de régner un esprit de camp armé et que la mentalité américaine, en particulier, envoûtée à dessein par le schéma simpliste de la lutte au communisme, cesse de déterminer par tout l'Occident une politique dans laquelle l'évolution du monde vers la paix et vers une longue redéfinition des objectifs universels ne semble aucunement envisagée.

Il faudrait d'ailleurs aller plus loin que de poser de temps à autre un geste indépendant comme certains de ceux que le gouvernement canadien a osés, soit à l'ONU, soit dans ses relations commerciales avec certains pays du bloc soviétique. On peut être indépendant de deux façons: soit par une autonomie toute marginale et qui ne vise d'aucune manière à désolidariser un pays de l'orientation générale imposée par le leader du bloc, soit par une indépendance progressive et progressiste dans le sens de la paix, cette attitude pouvant aller jusqu'au neutralisme.

Diversifier la politique internationale

L'indépendance n'est pas simple abstention ou désintéressement. C'est une attitude positive, qui vise d'abord à diversifier la pensée politique, à substituer à l'idée de guerre l'idée de commerce, d'échanges, d'exploration des possibilités de paix et de compromis, de libéralisation des rapports internationaux. Etre neutre, c'est briser le cercle vicieux des empires. Devenir neutre, c'est contribuer à établir une zone de recherches, poser un nouveau point de départ, dialoguer à partir de thèmes nouveaux, d'intérêts différents et de préoccupations nouvelles. Quel langage utile le Canada peut-il bien tenir lorsque, s'étant en tous points solidarisé avec les Etats-Unis, il parle d'Amérique latine en se préoccupant de certains intérêts fruitiers qu'il ne possède aucunement ? C'est par la multiplication des choix possibles que le monde parviendra à la paix, et non en restreignant les choix à quelques-uns ou à deux. La libéralisation des échanges et par conséquent la découverte progressive des avantages de la paix peuvent d'autant mieux se faire qu'un plus grand nombre d'Etats disposent de la latitude voulue pour y travailler. L'autonomie politique favorise la liberté de mouvement de l'Etat qui la pratique, permet de modérer la politique des nations belliqueuses en leur retirant l'appui moral, l'appui militaire et l'excès de l'appui financier qu'elles escomptent, donne une voix de plus à la paix, libère, dans le gouvernement, nombre de spécialistes pour les affecter à la recherche des moyens de progrès vers la paix, réduit considérablement le budget militaire, remet à sa place la caste des généraux, rend la raison au pouvoir civil, permet d'intervenir avec une grande autorité morale dans les conflits, diminue l'audace et dénoue enfin la misérable étreinte des ennemis paralysés l'un par l'autre. A partir d'un certain point de l'histoire, les Etats qui le désirent pourront rester belliqueux, mais il seront dépassés. Eux qui influençaient, ce sont eux qui subiront alors une influence.

Une certaine partie des forces doit ainsi être divertie, et ce ne serait point malheur qu'un pays comme le Canada devînt tout à fait conscient du rôle pacificateur qui lui revient. Le désengagement, au moins partiel, du Canada est chose possible. Vous parlez de la paix et vous n'en envisagez pas une seule expérience-pilote; comment et par l'effet de quelles causes prétendez-vous donc qu'elle se réalisera jamais ? Il n'y a pas de raison pour qu'elle arrive; il y a donc toutes les raisons pour que la guerre éclate. S'il n'y a pas de possibilité de paix, il n'y a donc que possibilités de guerre. S'il y a au contraire des possibilités de paix, il faut, pour les explorer, être libre.

Une politique créatrice

A l'intérieur comme à l'extérieur du pays, des forces énormes s'opposent cependant à ce que le pacifisme arrive à prévaloir. Faire évoluer les choses vers des solutions raisonnables quand tant d'intérêts individuels n'en veulent pas et sont prêts à lutter, cela implique aussi une lutte, une lutte qui ait quelque chose de révolutionnaire. Aussi une certaine impatience apparaît-elle comme devant être de règle dans la conduite de l'action pacifique. L'humanité n'avance guère politiquement que par à-coups, gestes plus ou moins dramatiques, fins de non-recevoir, scandale. Jean XXIII accueille le gendre de Kroutchev. Le Canada, mais c'est bien peu, refuse de mettre fin à une partie de son commerce avec Cuba. De Gaulle refuse certaine intégration de l'Europe et de l'Amérique. Lord Russell s'asseoit dans la rue afin de témoigner pour la paix.

Il ne faut pas croire que la voie de la raison soit unie, ni que l'on fera faire quelque progrès à la cause de la paix sans refouler quelque part le conformisme des gens et particulièrement des chefs d'Etat. On ne doit pas s'imaginer que pour faire quelque chose pour la paix on n'aura pas à défaire ce qui se fait contre elle ou ce qui se fait dans l'inconscience du danger de guerre. Le service de la paix exige de contrecarrer la politique des bien-pensants, l'orgueil des Etats, la propagande organisée, la facilité et l'harmonie fallacieuse des politiques passives, obéissantes, tranquilles et « officielles ». Voyez l'exemple de René Lévesque, qui, en certains domaines, imprime une direction violente au gouvernement plus ou moins blasé dont il fait partie et lui impose de jouer des cartes audacieuses mais gagnantes. La paix se fera par des coups d'anticipation. Une politique de paix, si prudente qu'elle se veuille, ne peut être qu'insolite. Elle ne peut être que déterminée à réaliser *hic et nunc* des morceaux d'une situation qui n'existe pas encore. Une politique de paix parie.

Une politique de paix parie unilatéralement, jusqu'à un certain point. Elle s'avance et se fait connaître. Elle risque, elle pose le fait de la confiance. Elle ne craint pas de précéder. Elle concède parfois et elle attend patiemment le retour. Essentiellement, elle devance et elle proclame. Elle fait l'histoire; elle ne la subit pas. Elle propose, elle dialogue, elle invente, elle donne des preuves. Ce qu'elle établit ouvre des perspectives, s'offre à la contestation, bouleverse ce qu'on avait considéré comme la prudence.

Comme nous sommes loin d'une politique de paix, qui est quelque chose d'actif et de déterminé ! Avons-nous assez été les témoins d'une politique de bagarreurs de fond de cour et les insignifiants suiveurs de politiques toutes faites ? La paix n'existe pas, il faut donc l'inventer.

Pareil langage est-il idéaliste ? Il faudrait le dire, et éviter de comparer les moeurs internationales à celles des brutes ou des voyous bornés et sanguinaires que le moindre magistrat incarcère avec mépris; il faudrait en effet le prétendre, s'il n'y avait, toutefois, en ce point de l'histoire, un obstacle infini qui change tout et s'il n'était nécessaire d'affirmer que le « réalisme » conduit aujourd'hui l'univers à son apocalypse. On n'a pas le choix de ne pas proposer une paix prétendue insensée quand, au niveau des techniciens, des drogués, des hommes d'Etat, des cannibales et des voleurs à main armée, le sens conduit directement le monde au cataclysme. Ce qui était irréalisable et puéril devient la seule chose en laquelle on puisse avoir une foi quelconque; car la position contraire n'a aucun droit, étant fondée sur le risque du néant. Il n'y a qu'une thèse, il n'y a plus d'antithèse : comment soutenir que les moralistes de la paix soient dans l'erreur ? Il n'y a qu'une voie : comment faire reproche de la prendre ?

A opposer à . . .

Qu'on trace, pour voir, les grandes lignes de la politique actuelle et l'on constatera avec angoisse que, d'une part, la carte du monde présente l'image de l'antagonisme le plus parfait, le plus fermé, et que, d'autre part, les intérêts communs de l'humanité n'ont donné naissance à aucun commencement de doctrine politique universelle au niveau des gouvernements, si ce n'est celle des Nations-Unies, nées d'une alliance qui allait aussitôt se rompre et qui deviendrait dès lors à peu près impuissante.

Les Américains inventent avec Dulles la théorie épouvantable du risque calculé, rabâchent leurs lieux communs sur une liberté rendue odieuse par l'usage qu'ils en font ailleurs que chez eux, érigent le libéralisme économique en religion damnée d'avance par les peuples opprimés, s'entêtent dans un évangile démocratique dont les peuples qui crèvent de faim n'auraient que faire, un évangile que leurs rois-nègres ne pratiquent du reste aucunement, et surtout les Etats-Unis précisent et accusent pour leur part la division de l'univers par une politique déterminée à ne risquer absolument rien pour la paix. Politique défensive et offensive, en face des justes révolutions qui grondent, politique rendue intransigeante par la pression d'une opinion publique surchauffée, politique presqu'entièrement négative et refermée sur les réalités du bien-être et de la cupidité nord-américains. Où est dans tout cela l'ouverture sur un monde que l'homme universel commence pourtant d'avoir les moyens d'aménager rationnellement pour son avenir commun ?

Quant aux Russes, ils ne font pas beaucoup mieux. Ils ne parlent pas de risque calculé, mais

ils le pratiquent : ils l'ont fait avec leurs missiles à Cuba. Ils s'en tiennent, sur le plan des idées, au dogmatisme le plus rigide, bien qu'accommodé à plusieurs sauces, s'accusent les uns les autres de revisionisme et de déviationisme, ne croient qu'en la propagation de la révolution, malgré les risques, n'imaginent pas plus que les Américains un avenir résultant d'autre chose que d'une victoire ou d'une défaite, « sans guerre », ajoutent-ils, ce qui est de l'idéalisme ou de la duplicité. Liés par leurs doctrines et conditionnés par les factions intransigeantes du parti communiste autant que par les intérêts privés probables des gens en place ou par les vues des élites russes éduquées d'une manière conformiste, ils ne paraissent pas plus près que les Américains d'une conception des intérêts fondée sur un véritable esprit libéral, ni d'une philosophie politique universelle basée sur la fécondité de la technologie moderne et la nécessité absolue de la paix.

Voilà donc deux mondes fermés l'un à l'autre parce qu'ils refusent respectivement de voir que la force n'a plus la même nécessité ni donc la même justification qu'autrefois et parce que, se craignant l'un l'autre, ils ne peuvent s'évader de leurs préjugés respectifs. La méfiance profonde des hommes les uns envers les autres, qui est d'ailleurs un sentiment réaliste, trop réaliste pour le progrès de l'homme, empêche que ne se constitue une doctrine politique commune de l'humanité, que les intérêts ne s'adaptent les uns aux autres et que le bien de l'humanité ne s'entre-multiplie. Il n'y a pas encore de Marx pour définir un âge radicalement différent de tous ceux qui l'ont précédé.

Exemple rare, de Gaulle semble avoir compris que les intérêts ne sont pas fixés, qu'ils sont modifiables avec profit et que la domination de l'Algérie par conséquent ne valait pas un génocide. Il faut douter que le gouvernement américain ou le gouvernement soviétique eussent pu concevoir une telle pensée ou en tout cas y donner suite.

Les meilleurs arguments sont les moins bons du point de vue des « réalistes ». Aussi n'ose-t-on pas parler des souffrances injustes, atroces, que la guerre engendre et que la prochaine guerre rendrait universelles. On voudrait appeler Anne Frank en témoignage. On voudrait citer la barbarie en procès. L'interlocuteur répondrait en parlant de la liberté ou du matérialisme dialectique. Il parlerait d'honneur ou de la civilisation du Christ. Si l'on pense tout à coup à l'enfance et qu'on invoque l'amour des enfants comme argument contre la guerre, un communiste répondra par les lois de l'histoire. Si l'on s'affirme irréductiblement et à tout prix contre la guerre, et cela pour des raisons immenses comme celle qui soutient qu'il est insensé de détruire l'humanité fût-ce pour empêcher celle-ci de vivre pendant un certain temps d'une façon que vous n'aimez pas, cette idée sera jugée bien courte. Lester Pearson, qui a trahi la paix, parlera de lâcheté. On avancera les raisons du patriotisme, de l'honneur national; on fera vibrer la corde militariste. On opposera les raisons de MacArthur à celles d'Einstein. Bref, l'immensité de l'horreur entrevue, la perspective d'une hécatombe mondiale, capable de faucher la moitié des humains, de rendre des continents inhabitables, de transformer des populations entières en monceaux de cadavres ou de moribonds chroniques, et peut-être d'abattre la civilisation, ces possibilités seront jugées trop légères pour supporter une condamnation absolue de la guerre. Que dis-je ? Elles n'inciteront pas même les hommes d'Etat à se réunir en hâte pour essayer seulement d'élaborer les plans de la paix et de la transformation économique universelle. Les nations persisteront à côtoyer étroitement le risque d'une guerre nucléaire, ne se décidant pas même à s'en écarter quelque peu.

La déraison régnant à ce point et les idées de jadis corrompant celles d'aujourd'hui, il faut, à travers toutes les résistances et tous les dangers, se hâter de faire triompher la paix, car le temps pour le faire nous est strictement mesuré.

Dialectique d'une troisième voie

Il y a d'autres voies que celles de la guerre et même de la victoire sans guerre d'un bloc sur l'autre, car cette voie-ci elle-même est follement dangereuse car elle est follement incertaine. Le spectacle des nations côtoyant l'éruption de l'enfer et exposant à ce feu menaçant tout ce que l'homme est, possède et deviendra, c'est l'apothéose de la stupidité et du crime appuyés par la force de la philosophie bornée. L'excès effrayant de ce risque total devrait au moins pousser l'homme à parler à l'homme et les Etats

à exposer réellement aux Etats l'hypothèse de la paix et de la construction bilatérale d'un monde qui n'a plus besoin de la guerre pour se réaliser. Avec une stupeur que pour la plupart des hommes le fil des jours amortit, on constate que l'échéance de la pacification nécessaire est retardée jour après jour, indéfiniment, au profit de la consolidation illusoire des forteresses de chaque bloc, cet atermoiement faisant durer dangereusement les illusions, le confort, la bonne conscience, la haine et une division radicale des biens et des pensées sur laquelle jamais plus la civilisation ne pourra s'édifier, il est trop tard dans l'histoire. Il y a une autre voie, elle est immense. La révolution mondiale est à recommencer, avec d'autres moyens, par des voies de concorde. La défense de la liberté est à reprendre, par des moyens d'échanges et de distribution, non plus par l'agression, les rivalités, la concurrence et autres stimulants d'un autre âge. Il y a surtout, pour les myopes que nous sommes, des projets de myopes, mais au moins, ceux-ci, faudrait-il les essayer ! Au moins, face à l'écroulement de l'histoire, pourrait-on, mais rapidement, mettre en oeuvre, pour les éprouver, pour voir, quelques projets limités, tenter le hasard, provoquer une étincelle de paix, jouer une partie minime de ce qu'on possède ! Peut-être serait-il un instant concevable qu'une nation, un jour, imaginât de faire à une autre nation un don pour la paix, le don d'une île, le don d'une ville, ou d'une fusée, afin de voir comment ce don fructifierait. Au lieu d'un missile nucléaire de plus, fabriqué pour la défense ou pour l'attaque mais qui n'ajoute rien à rien, qui n'augmente ni les chances de la guerre ni les chances de la paix et qui ne représente qu'une misérable constance dans l'ineptie des pensées politiques communes à notre époque, ineptie qui elle ajoute aux chances de guerre, — au lieu de cette bêtise, un don à faire, et qui serait le signe d'un choix nouveau, accueilli ou méprisé, la suite le dirait. Ou si l'on ne veut pas imaginer d'arc-en-ciel, sans doute pourrait-on faire quelque chose de terne, dans les négociations, de temps à autre, pour que le négociateur d'en face finisse par percevoir une intention modifiée, à laquelle ce joueur de bridge pourrait répondre par d'autres signes, aussi ordinaires, mais sauveurs. Jusqu'ici de tels signes n'ont profité qu'à la guerre froide.

Il est affreux de penser que les systèmes politiques se dressent encore l'un contre l'autre avec une volonté de puissance insurpassée dans l'histoire, dans un âge où l'atome, ce tiers-venu, peut effacer la misère, donc supprimer la révolution, et centupler les biens, donc assurer la liberté. Nous raisonnons encore en fonction d'un manque quand tout nous est promis. Des militaires faméliques à cottes de mailles et à arbalètes refont des croisades dépassées pour repousser le Sarrazin guerroyant, également affamé, et infidèle par surcroît. Il est grand temps que l'atome, le minerai de fer, les champs de blé et le principe de la roue imposent leur victorieuse présence à cet aliéné qui se croit encore vaincu.

Faire une politique qui menace de néant tout l'actuel et l'incommensurable possible, mais pourquoi ? Voudra-t-on bien expliquer à l'homme de la rue, à l'électeur, au père de famille, à l'amoureux, pourquoi ? Quelle justification fournira-t-on au savant, au philosophe, à l'homme de science, à l'homme de bien ? Aucune, car il n'y en a pas. Il y en a de relatives, mais l'atome nous jette dans l'absolu. Rien ne justifie qu'on n'essaye pas au moins un peu la paix, quand il n'y a aucune issue en dehors de la paix et surtout quand seule la paix s'accorde à un monde si puissant qu'il est devenu impossible à l'homme de faire la guerre et que la paix lui procurerait cent fois ce qu'il dispute à son semblable par l'intimidation ! Il y a dans l'univers une troisième présence, mille fois plus forte que toute politique et que toute forteresse, mille fois plus féconde que les possessions jalousement gardées pour soi par les armes, et c'est la puissance de la matière désormais asservie, porteuse de possessions futures démesurément agrandies. Que faisons-nous donc avec nos systèmes absurdes, nos rivalités d'idées d'un autre âge, nos barbelés, nos canons et tout le vieil appareil de l' « équilibre » politique ? Qui peut justifier les cent pas des hommes d'Etat ruminant leurs coups d'échecs ? La grande pourvoyeuse qu'est la matière maintenant gagnée à l'homme promet à l'imagination la plus rassie une infinité de merveilles. Occupés à compter leurs écus, les survivants du Moyen Age n'ont pas le sens de s'en apercevoir. Comment peut-il se faire qu'il n'existe partout qu'hommes politiques de cabinet courbés sur des rapports et méditant leurs piètres manoeuvres à l'intérieur du cercle clos des empires, comme au temps de Metternich ou de Bismark ? Cette race de courtiers superbes a donc gardé le pouvoir d'agioter sur les valeurs des empires, en un temps où la

spéculation ne risque plus simplement des fortunes ou la primauté d'un duché mais où elle place tranquillement comme mise la civilisation elle-même, qui n'appartient pas, que je sache, à la société John Birch. Rien ne justifie qu'on n'essaye pas un peu, mais véritablement, ce qui serait le salut, quand pourtant l'on essaye, beaucoup, ce qui risque de provoquer l'appareil destructeur du cosmos.

Il fallait peut-être une impasse absolue pour que l'homme rencontrât le point de coïncidence de son intérêt et de ses valeurs de fraternité. On ne pouvait pas jadis faire de la paix une valeur nécessairement prometteuse, pas plus qu'on ne pouvait espérer que les nations deviendraient fraternelles. C'est que les peuples ne pouvaient acquérir beaucoup d'avantages dans la fraternité et qu'il n'y avait de paix qu'une fois que la guerre temporairement n'était plus nécessaire ou se trouvait provisoirement exclue. La paix définitive n'était qu'un chant. On en parlait mais c'était un poème. Elle était irrémédiablement lointaine et irréalisable. Personne ou presque, jusqu'en 1945 et sauf en Inde, ne s'est véritablement orienté vers la paix et n'en a fait un objet supérieur de la philosophie politique. On l'accueillait comme un bien quand elle arrivait, on essayait parfois d'épargner la guerre aux nations, on négociait pour autant que la force nationale avait des limites, surtout quand les coffres étaient vides; mais l'état de guerre était presqu'aussi normal que l'état de paix pour le souverain, et l'on passait de la guerre à la paix, puis de nouveau à la guerre, comme d'un accident de l'histoire à un autre, nombre de rois mettant même leur gloire et leur plaisir à dominer militairement. Ces vicissitudes étaient ordinaires, du moins vues d'une certaine hauteur, et la loi de la politique sur les hommes, qui paraissait inflexible, l'était effectivement. Aussi y avait-il un art de la guerre, un métier des armes, un honneur militaire, une gloire du combat, l'esprit ayant en quelque sorte humanisé l'horreur, justifié le meurtre collectif, et ayant incorporé au domaine des valeurs, en quelque façon, une chose qui paraissait inhérente à la condition humaine, et qui l'était. Mais voici que du même coup une puissance technologique illimitée rend la guerre impossible et peut permettre à la longue d'obtenir ce que la guerre avait pour but d'arracher à d'autres. Il serait étonnant que cette condition entièrement nouvelle n'inspirât point à l'homme, côtoyant le suicide, au moins un début de retour sur lui-même, une recherche, la modification de ses pensées politiques, et ne suscitât point une hypothèse de réorganisation du monde selon la paix, donc un commencement de théorie politique excluant la guerre et permettant de risquer certains actes de paix qui pourraient être en avance sur la conscience de la nouvelle humanité.

On ne pouvait jusqu'ici parler de fraternité internationale, mais on était bien arrivé à parler de civisme et de patriotisme, vertus à l'usage de loups parvenus à partager quelque chose ! Or, voici qu'une révolution scientifique immense et s'accélérant sans cesse universalise et multiplie par milliers l'avoir à partager, rendant la guerre aussi futile et déraisonnable que les rixes, et changeant radicalement l'objet et le mode des contestations : il ne s'agit plus de guerroyer pour s'arracher les choses, il s'agit de concourir pour les créer, tout comme jadis à l'intérieur d'un pays, d'une société close. Ce qui a permis d'abolir à jamais les guerres privées dans l'Etat et de parvenir à certains modes de partage dans la société civile, ce n'est pas qu'on soit devenu meilleur, mais c'est qu'on a compris que, pour posséder, il y avait quelque chose de mieux que le vol : c'était de construire.

On ne pouvait jusqu'ici parler de fraternité internationale, parce qu'un tel sentiment, pour intense qu'il pût être chez de rares hommes, n'était qu'un sentiment : la fraternité n'était pas nécessaire, elle n'eût été qu'utile, mais elle était utopique, n'étant pas indispensable, ne pouvant encore faire beaucoup avancer l'homme, et étant combattue par tous les intérêts. Pour la première fois dans l'histoire, au moins les intérêts généraux prennent subitement un autre cours, parallèle à celui de la fraternité, et c'est au contraire l'hostilité qui leur fait obstacle. L'hostilité, la guerre, le refus de coopérer, non seulement bloquent l'accès à une voie très large pour les intérêts, mais menacent de les anéantir. L'énergie enfin captée de la matière, puissante comme les mondes et sans commune mesure avec la faiblesse besogneuse de l'antique fourmilière, s'ouvre une voie souveraine dans le pays des hommes, effaçant les chemins tortueux, imposant son immense et bénéfique tracé comme la seule route praticable, faisant l'histoire, écartant les calculs, défaisant les politiques, dessinant un sillage où

l'homme n'ait plus qu'à s'engager. La technologie triomphante et la matière presque conquise, si l'homme moral parvient enfin à comprendre leur rôle historique, recèlent une telle puissance de transformation, que les querelles d'aujourd'hui finiront par apparaître aux yeux de tous comme du temps perdu et un misérable Moyen Age. Les procès de bornage auront alors vécu. Les hommes de la Ruée vers l'or laissèrent en plan leurs disputes de village, leurs rancunes de voisins et la question de savoir s'ils arriveraient au bout de la contestation qu'ils avaient faite touchant l'ombrage que jetait sur leur jardin les arbres du lot contigu, et ils se précipitèrent vers l'Ouest, abandonnant pêle-mêle produits du potager, cabane branlante, insultes à rendre, taxes à empêcher, pour l'or, qui avait une autre dimension. Ainsi feront les hommes de l'époque qui commence, si leurs yeux se décillent avant la catastrophe. Révolution marxiste ? Impérialisme ? Systèmes de la bagarre, théories de l'échauffourée au dessus d'un pain rare. Qu'arriverait-il si soudain la terre entière était donnée à chaque homme, à tous les hommes, frappés d'admiration ? Ils congédieraient les généraux, se regarderaient enfin, aménageraient toutes choses, et porteraient sur leurs idées antérieures le même jugement que rendraient les victimes de l'atome dont j'évoquais plus haut l'image. Le spectacle de ce don munificent que j'imagine est la figure excessive du don qu'apportent l'atome et la possession du monde. A l'heure où un aide qui est l'univers même avec sa force surgit dans les affaires humaines, une carrière si élargie et si pleine apparaît devant nous qu'il devient imbécile de ne s'y engager qu'à reculons et la violence au bras, celle-ci risquant de tout détruire, comme la faute devant la Terre promise. Cet adjuvant qui peut tout se propose, porteur du don inaccessible autour duquel des affamés s'entre-tuaient. Je pense tout bonnement que de reculer ou d'avancer militairement n'a plus de sens, ni d'occuper des provinces, ni d'exploiter des nations, ni de réaliser des systèmes belliqueux de libération, si ce n'est tout provisoirement et parce qu'on est trop occupé à cela pour faire quelque chose de cent fois plus lucratif et valable. Les combats de l'homme contre l'homme sont devenus anachroniques parce que le combat de l'homme pour l'homme a pris, grâce à la science, une importance absolue, démontrée chaque jour davantage par les promesses sitôt tenues qu'il prodigue. Si tout peut se faire par concours et accroissement vertigineux, pourquoi ne pas le faire exclusivement ainsi, plutôt que de perdre la moitié du revenu de la terre à ferrailler contre des images, puisque dans dix ans, dans vingt ans, la réalité ayant dépassé les projets, nos systèmes de comptabilité et leurs étroits principes seront oubliés et enterrés sous l'inventaire que nous ferons ? La matière maîtrisée est si immensément puissante qu'elle assumerait révolutions et liberté pour les réaliser sans guerre. Comment se peut-il que la pensée politique n'ait pas reçu de la leçon que le savoir moderne nous donne, un coup tel qu'elle en fût rompue par le milieu ? Un habitant de Sirius, plus puissant qu'un empire, vient d'atterrir, sorte de Micromégas qui ne se contente pas de philosopher, ce qui était la limite de ce qu'il pouvait faire pour l'homme au temps de Voltaire, mais qui agit, laboure, transforme, révolutionne les choses selon les moyens démesurés qu'il possède; les philosophes à bonnets carrés, plutôt que d'ajourner leurs disputes sur le déterminisme de l'histoire et sur le matérialisme dialectique, ou sur la démocratie parlementaire et la force de dissuasion, poursuivront-ils leurs arguties, alors que s'ils prêtaient une seconde d'attention au géant visiteur, la solution de leurs difficultés leur serait finalement donnée ? L'homme a reçu un grand don. Un minimum de sagesse fera de ce don son salut, mais un minimum de folie en fera sa perte.

Et puis, il ne s'agit pas seulement de sagesse, il s'agit de quelque chose de beaucoup plus terre à terre : reconnaître les intérêts nouveaux, choses que la politique, qui est bornée, peut pourtant découvrir. « Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde ». La politique la plus pratique ne peut continuer de penser que ce point d'appui demeure imaginaire, puisque la science, elle, ne le pense plus et que même le profane a l'intuition, avec une conviction provenant de tous les signes convergents qu'il a remarqués, que les moyens d'un âge d'or, dans une mesure appréciable, nous sont déjà acquis. Une politique qui prendrait tant soit peu l'habitude de rechercher où sont ces intérêts nouveaux et par quels procédés de collaboration technologique et politique on pourrait les atteindre s'écarterait d'elle-même de la guerre. Nul n'est aveugle au profit, à l'accroissement des possessions; il s'agit de chercher d'autres intérêts que ceux que la bombe-H protège, ces autres intérêts que la division des

hommes nous empêche d'atteindre et même d'apercevoir. Il y a des intérêts au bout de toutes les politiques. A faire tourner lentement mais résolument le plateau des intérêts, on ne débouche pas sur le néant ou la faillite, mais sur d'autres intérêts, exploitables à leur tour, et peut-être mieux accordés au vrai bien de l'homme. Ainsi, lorsque les grands patrons américains cessèrent la lutte sans merci qu'ils avaient menée contre les syndicats du CIO et qu'ils se furent mis à négocier et à faire beaucoup de concessions, ce ne fut pas le renversement de l'ordre. Menacés et craignant la révolution violente, ils consentirent à plusieurs lois sociales et finirent par mieux assurer non seulement la stabilité sociale mais également la stabilité économique. En outre, à force d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail, ils se trouvèrent forcés de moderniser leur équipement. Ainsi les intérêts se transforment et dépendent d'une succession de causes auxquelles ils s'adaptent et par suite desquelles ils s'orientent différemment. La situation du monde est donc modifiable et elle ne l'est pas seulement à partir des accidents qui se produisent. On peut concevoir une carrière orientée des intérêts, dans le sens de la paix, de la collaboration des blocs, de la transformation voulue des pays de révolution, de l'universalisation des biens. Si cela était possible, dans des zones limitées, avant l'époque technologique actuelle, à plus forte raison l'est-ce aujourd'hui, alors que l'homme dispose d'un capital technologique capable de compenser surabondamment les coûts temporaires et les accidents particuliers de l'évolution. Des plans quinquennaux sont concevables pour le monde. La politique, à l'ère de l'atome, est profondément transformable.

Il peut paraître vain de parler fraternité et philosophie quand il s'agit de politique. Pourtant, quel serait aujourd'hui le rôle de certaines conceptions politiques qui relevaient jadis de l'idéalisme ? Contrairement à hier, elles peuvent désormais orienter les intérêts, provoquer des hypothèses inconnues jusqu'ici, agrandir le champ de la spéculation et des spéculations. Si les préoccupations communes de l'humanité se rencontrent et se généralisent, voilà autant de champ nouveau pour la modification des idées sur les échanges, les marchés, la concurrence et sur les combinaisons possibles entre intérêts jusque là contradictoires. Aussi est-il impérieux qu'une conscience de l'homme universel, aujourd'hui en progrès, finisse par s'imposer comme la conscience patriotique a fini par se former après avoir surgi d'ailleurs assez rapidement.

Il n'y avait autrefois de limites à l'expansion des nations que celles qui leur étaient imposées du dehors et celles que leur faiblesse inhérente leur posait; car tout ce qu'il y avait de forces en elles travaillaient à s'étendre. La conscience commune de l'humanité ne jouait pour ainsi dire aucun rôle politique. Supposons qu'une troisième dimension s'est ajoutée, dont le Marché commun européen semble être un effet partiel; l'homme peut aussi gérer un ensemble de nations. Il paraît aujourd'hui possible de s'entendre, au lieu de conquérir; de se concerter, au lieu de se détruire; de concevoir des projets communs et de les exécuter, au lieu de confier le soin de sa prospérité à la force des armes. La force se discrédite peu à peu, car elle est très inféconde. Au temps des Romains, elle était importante, car elle permettait de conquérir et par conséquent d'augmenter le produit des impôts, qui étaient la source par excellence du capital. Au temps de l'impérialisme, elle était importante aussi, car elle permettait de soumettre des nations primitives ou pacifiques, qui faisaient autant de clients pauvres mais sûrs et qui fournissaient pour presque rien les matières premières dont on avait besoin. Mais la technologie permet aujourd'hui de se passer d'esclaves et la prospérité devient, de plus en plus, fonction de l'organisation du monde et de l'extinction des foyers de guerre. La troisième dimension que l'homme vient à peine de reconnaître lui a été révélée par les dieux du génie et de l'organisation rationnelle, relativement impuissants jadis mais aujourd'hui capables d'effets qui dépassent l'imagination. Leur efficacité suprême leur donne un titre à l'attention des conquérants, devenus ingénieurs. Une politique humaine est désormais possible à l'homme, parce qu'elle peut se faire avec le secours d'un plus puissant que lui. Théoriciens de la révolution universelle et nantis discutent encore dans les termes de la philosophie d'il y a cent ans, comme deux portefaix qui se disputeraient le privilège du repos quand il n'est plus nécessaire de porter des fardeaux. La paix est possible; car elle serait atomique.

Il faut donc orienter le monde vers la conscience de ce qu'il peut accomplir. Lui parler de fraternité, d'harmonie, de joie, et de réaliser

enfin ce que triomphalement avant l'heure la musique allemande semble parfois célébrer, ce n'est plus seulement l'enchanter, mais c'est faire que la multiplicité grandissante des exhortations pour son bonheur et sa justice l'inclinent à reconnaître les possibilités nouvelles. La joie, cette sorte de joie que l'homme se reconnaissant enfin éprouve quand à la fin d'une guerre il descend dans la rue, peut agrandir la sagesse de l'homme, et cette sagesse accrue par l'ampleur nouvelle de ses vues comme par le nombre de ceux qu'elle gagne, peut dérouler devant les hommes politiques, excédés par les problèmes et terriblement sollicités, des perspectives où leur réflexion ne s'était guère engagée. La tentation de la paix peut les frapper. On doit donc parler de paix. Il faut augmenter cette source de pensées possibles. La protestation de l'homme contre la guerre doit atteindre à des proportions gigantesques. Il ne s'agit pas seulement de forcer la main à des gouvernements, mais aussi d'inciter les chefs d'Etat à une réflexion nouvelle. Lord Russell n'est pas simplement un ennemi de l'horreur, il est un prophète de ce que l'homme peut désormais accomplir.

Il faut donc que les manifestations pour la paix augmentent. Tout ce qui exalte la fraternité humaine et la victoire de la joie sur la guerre joue maintenant un rôle positif. Le pacifisme n'a pas besoin d'avoir honte : il ouvre sur un avenir possible, sur le seul avenir possible. Il faut bannir la guerre à tout prix. La force avec laquelle cette fin de non-recevoir sera opposée à d'autres fera ou ne fera pas son oeuvre, selon qu'elle aura été suffisamment puissante ou non. La responsabilité en repose sur des gens qui ne connaissent guère la politique et que d'autres peuvent mystifier aisément. Il faut passer plus ou moins aveuglément l'affreux sommet où tout est menacé; il faut agir avec force, de manière à contrebalancer les prudences meurtrières des raisonneurs qui croient encore que l'on peut calculer un combat avec le feu de la matière.

Les pacifiste sont écrasés par l'énormité de leur tâche. Il s'agit de la survivance de l'humanité, la menace est pressante, et, pour tenter de la conjurer, on est d'abord forcé d'oeuvrer petitement, comme des fourmis. Nous sommes au milieu d'un jeu de hasard, où les pièces seraient conscientes mais se déplaceraient d'une manière indépendante. Tel groupe de pièces conscientes l'emportera-t-il sur tel autre, c'est là qu'est le hasard, et quant à la fatalité pure, qui entre pour une part dans ce jeu et qui est elle-même indépendante des pièces conscientes, elle va, comme tout hasard, dans le sens du désordre, donc des accidents et de la guerre. C'est sur cet échiquier de cauchemar que la plupart des hommes en place ont encore le coeur de combiner des politiques en pensant d'abord à leurs sacs d'or, ou en y déplaçant leurs fous suivant des idées fixes. Les hommes de peu de foi dominent la société humaine courant un tel péril. Des ensembles d'automates sont aux commandes de cette immense mécanique, quand une sagesse extrêmement déliée serait nécessaire. La France a envoyé la Joconde en Amérique et le beau monde l'y a reçue, intermède et salut aux raisons que les hommes ont de s'unir, amitié de la grâce un moment aperçue, entre deux ordres du jour militaires. Le lendemain, sans doute, ce beau monde supputait, sur vu des rapports dûment produits suivant la discipline exigée des tueurs galonnés, le carnage de cervelles humaines par dizaine de millions. Eh bien ! nous ne pouvons croire dans ces meneurs du monde et nous les dénonçons. Beethoven, qui vomissait les grands et refusait de s'incliner devant les Cours, aurait claqué les portes de cette cérémonie.

Nous ne regardons plus les feuilles, les prés, les enfants, que comme suspendus à un jour menacé. Les paysages florissants nous paraissent maintenant conditionnels et l'on imagine un double horrible à tout ce que le soleil éclaire de riant et fragile. Le meurtre universel ruminé par les calculateurs qui gouvernent et qui s'anéantiraient eux-mêmes glisse son ombre potentielle effrayante sous la pellicule presqu'irréelle des choses présentes. Il faut lutter pour que l'envers fantômatique de tout ce qui vit ne se retourne pas.

Si l'on vous demande : « Mais enfin, n'allons-nous pas lutter pour notre liberté ? » répondez que la vie est une liberté qui court et qui abonde sous les pires des despotes et qu'elle transmet la liberté de siècle en siècle par des voies sur lesquelles aucun despotisme n'a de prise. La liberté n'est pas la philosophie de la liberté, encore moins la politique de la liberté. Lorsque la politique, pour défendre quelque chose, prétend qu'elle ira jusqu'au sacrifice de la Vie, nous disons : non ! et nous défendrons la vie contre la politique.

Nous avons touché la limite, nous n'irons pas au-delà. La politique, dans l'histoire, a tout assumé : défendre ou conquérir la liberté, servir la gloire du prince, assurer l'hégémonie d'un Etat, refouler l'infidèle, exterminer des peuplades, voler leur or ou leurs épices, répandre ou défendre le règne du Christ. C'est assez ! Il n'est qu'une chose qu'elle n'ait jamais prise en charge, et pour cause : la défense de la vie. Voici que l'extermination possible de l'espèce humaine la prend au dépourvu : la vie n'entrait pas dans son système des valeurs. Ce qui y entrait s'appelait : démocratie, libre entreprise, marxisme, suffrage universel, dictature du prolétariat, impérialisme, confort, places, gloire, honneur, liberté. Mais nous ferons une autre politique, une politique nouvelle. Nous ferons une politique dont le principe suprême sera de sauver la vie.

Qu'on ne cherche pas à nous en imposer avec le reste, avec les galons des amiraux, avec les conseils solennels des Etats, avec la pompe des escadres, le bruit des fusées menaçantes, les ogives pointées sur les peuples, — avec toute cette force astiquée et servile qui est la domestique écoeurante des idoles qu'on appelle drapeau, chef d'Etat, liberté, communisme, ou n'importe quoi d'autre dont l'humanité ne doit en aucun cas se faire un leurre fatal. Nous en avons assez de ces parades, de ces discours, du cliquetis des armes, de la haine pour les hommes, des anathèmes qu'ils se jettent. Cette comédie solennelle et rythmée par les cuivres a déjà trop duré. Nous ne croyons plus à vos cérémonies, à vos saluts militaires, aux opinions des généraux, aux vieillards malfaisants qui parlent aux armées, ni aux jeunes turcs qui passent de la philosophie du football à la direction des peuples. L'esprit de paix doit s'attaquer aux socles futiles sur lesquels sont montées les gloires gratuites des tueurs en puissance dont se composent les Etats. Non, nous voulons un autre ordre que celui de cette Cour du meurtre.

« Les armes nucléaires ne nous intéressent pas », disait simplement Marcel Dubé, avec mépris. Nous dénonçons les engrenages politiques qui conduisent le pays soit à un fatalisme contre lequel nul dirigeant ne réagirait avec violence, soit à cette espèce de consentement que les politiciens — et non des moindres — donnent aux jeux complexes de la politique qu'aucune pensée héroïque ne transcende. Nous dénonçons la médiocrité des hommes d'Etat plus encore que nous ne condamnons les généraux. Il n'y a pas de René Lévesque au pouvoir à Ottawa. Si des hommes ont pu faire des révolutions pour du pain ou pour la liberté, que faut-il penser d'un état de choses dont on peut dire sans exagération que l'humanité y a non seulement sa nourriture ou sa liberté en péril, mais sa survivance même ? Et nous tolèrerions que des hommes poussés par d'autres hommes tiennent les nations en balance dans une condition telle qu'il dépendrait de l'un d'eux ou d'une simple erreur que toutes choses fussent détruites ? Le souci de la paix à lui seul a cent fois l'importance des motifs classiques de révolution. Pourtant, c'est à peine si nous cherchons à influencer légèrement l'opinion publique de manière à demander sans insister que le gouvernement n'impose pas au peuple une politique d'infamie. Il ne se trouverait ici personne en mesure de faire efficacement réfléchir le pouvoir ? L'opinion laisserait en particulier la députation québécoise endosser les manigances du gouvernement avec le Pentagone, et nous l'endurerions à soutenir la politique du défroqué sans dénoncer toute cette engeance à pleines pages dans les journaux, dans les syndicats, à la télévision ? Nous ne voulons point de politique de guerre froide; nous voulons une politique de paix ! Nous voulons que, sous l'urgence-humanité, un homme, ou deux, ou vingt, de préférence députés, de préférence ministres, se ressaisissent, et qu'il se produise un sursaut quelque part.

Une politique de paix, même prudente, même mesurée, supposera, n'en doutons pas, que la conscience de quelqu'un se révolte. Seule l'énergie dégagée par une conscience révoltée pourrait donner à la question de la guerre assez de relief pour qu'il y ait quelque chance de changer le cours de la politique insensée qui flirte avec la Mort. On a suffisamment fait chanter les peuples au détriment des peuples. Cela peut se faire ailleurs avec succès, mais, quant à nous, nous ne sommes pas assez pourris de mythes irréalisables et d'éloquence belliqueuse pour ne pas être à même de secouer les commis-voyageurs de Bomarcs et d'Honest Johns et pour ne pas retomber dans notre bon sens légendaire. Nous n'aurons de cesse que notre pays ne choisisse une fois pour toutes la paix. Il y a l'humanité à sauver: cela peut bien valoir la peine, nous semble-t-il, d'élaborer quelques pensées nouvelles et d'accueillir un peu les peuples.

★

QUAND CLAUDEL PREND LE VEAU D'OR POUR PÉGASE

par *Yerri Kempf*

SI le pouvoir lyrique de Claudel poète se trouve muselé dans le « Pain dur », cette pièce constitue par contre une véritable autoanalyse de l'homme que fut l'administrateur de la société Gnome et Rhône. Son goût de l'argent et des honneurs s'y étale impudemment et tous les personnages se vautrent dans un matérialisme cupide et cynique : nous sommes dans le monde des « Affaires sont les affaires » d'Octave Mirbeau. Et par le ton et par l'action, le Pain dur relève donc du théâtre naturaliste. Toutefois cette peinture de la société louis-philipparde atteint à la dimension balzacienne, parce que Claudel dépasse le niveau individuel et entend stigmatiser la décadence de tout un peuple. Il rejoint d'ailleurs dans cette optique le propos du Drumond de la « France juive », et quoiqu'il s'en défende, le rôle qu'il a attribue aux Juifs apparaît comme nettement parasitaire et directement lié à la déchristianisation du pays. Ce qui ne l'empêche pas de mettre dans la bouche de Sichel d'admirables lamentations sur la malédiction d'être née juive, et ceci dans un esprit plus proche alors de Léon Bloy. On le voit, la pièce appartient profondément à son époque : l'affaire Dreyfuss, l'industrialisation, le célèbre « Enrichissez-vous » du Roi bourgeois sont sous-jacents au texte et le cri nitzschéen « Dieu est mort » ne cesse de retentir . . .

Le pain dur s'achève sur la scène extraordinaire du Christ en bronze, cédé à Habenichts au prix de ferraille. C'est le triomphe radical-socialiste avant celui de la révolution marxiste. Il y a un Claudel historien et prophète qui l'emporte sur le poète catholique. Toutefois un personnage de la pièce possède cette part d'au-delà qui irradie tant d'autres héroïnes claudéliennes, part qui se trouve ici singulièrement abâtardie il est vrai : l'âme de Lumir ressemble à un minerai qui contient beaucoup plus d'impureté que d'or, mais l'or y est, le bel or vierge.

Lumir est donc le personnage le plus difficile à interpréter puisqu'il récèle le plus d'ambiguïté et qu'il participe à la fois de l'esprit de curée sordide et de l'angélisme. Par bonheur Michelle Rossignol possède spontanément la noblesse, la douceur et la coquetterie qui conviennent à cette Jeanne d'Arc polonaise. Elle est l'ange sauveur de la pièce et la joie de la soirée. Et pourtant, elle joue aux côtés de comédiens remarquables : Guy Hoffman, Jean-Louis Roux et Monique Miller qui servent admirablement cette prose d'usurier lubrique. Jean-Louis Roux a signé là une de ses meilleures mises en scène et ses collaborateurs Robert Prévost (décor) et François Barbeau (costumes) l'ont aidé à faire de ce spectacle un des plus réussis du TNM.

Quand la bombe nous est contée par un poète . . .

Autres temps, autres poètes ! Si Claudel accordait sa lyre aux effets conjugués de la machine, de la spéculation et de la dégradation sociale, cinquante ans plus tard, un autre poète, Shéhadé, chante lui la grande peur atomique. Et comme il s'agit d'un descendant des conteurs des Mille et une nuits, les « Violettes » que l'Egrégore vient de créer en première mondiale, mêle d'inextricable manière l'évocation idyllique d'une humanité doucement farfelue à la peinture futuriste d'un monde devenu laboratoire d'apocalypse. Il y a chez l'auteur de la « Soirée des Proverbes » une invention verbale et un jaillissement de personnages et d'intrigues qui oscille de la poésie à l'humour avec une sorte de jubilation, jubilation qui aboutit naïvement pourtant savamment à la fin du monde : avec des queues de violettes, les physiciens font sauter le globe !

Pour concrétiser ce texte visionnaire, le metteur en scène Jean-Pierre Ronfard, le décorateur Germain, la costumière Solange Legendre et le compositeur Gilles Bastien ont été tous possédés et, grâce à ces transes partagées, le spectacle de l'Egrégore est une étonnante réussite d'autant plus que la distribution toute entière participe à ce délire onirique.

Bien que tous les interprètes méritent de très vifs éloges, je tiens à signaler tout particulièrement la performance de Gabriel Gascon qui s'impose de plus en plus comme comédien de grand style. De même Denise Morelle confirme là ses truculentes possibilités. Parmi les nouvelles têtes — dont certaines viennent de l'Ecole Nationale de Théâtre — je décerne une mention spéciale à Carmen Tremblay qui fait preuve d'un tempérament très personnel.

La médiocrité, notre pain quotidien

Le « Square » de Marguerite Duras que Marthe Mercure et Jacques Galipeau ont installé sur la scène des Saltimbanques est une sorte d'Angélus de la médio-

crité humaine. Ce commis voyageur et cette bonne font les cent pas dans les allées de l'ennui quotidien. On songe à Tchékov, mais à un Tchékov sans charme slave. Le vent d'espoir qui soulève parfois avec violence les personnages de la Cerisaie, des Trois Soeurs, de la Mouette, ce vent ne traverse guère le square de madame Duras. Tout au plus une brise furtive agite-t-elle d'invisibles feuilles mortes...

Le commis voyageur est tout à fait résigné à sa condition de feuille morte. Il est non seulement résigné, mais encore vante-t-il sa résignation comme la meilleure antidote contre l'accablante solitude. Jacques Galipeau a réussi a ajouter aux mots de son personnage une profonde tendresse qui se sait sans emploi, mais non sans raison d'être : il nous emmène au-delà de toute espérance avec une commisération franciscaine. C'est une grande réussite pour ce comédien, beaucoup plus à l'aise dans ce genre de textes éloignés du ton conventionnel... Dans le rôle pitoyable de la bonne, Marthe Mercure qui est également responsable de la mise en scène, traduit fort subtilement l'appel à l'Autre, l'espoir insensé en un bonheur libérateur. Geneviève Bujold dans le même rôle à la télévision, donnait à cet espoir une candeur aveugle tandis que Marthe Mercure, plus lucide, s'y aggripe avec une obstination d'autant plus dérisoire... Des chattes qui gémissent dans la nuit, voilà l'image que suggèrent les deux comédiennes.

Pour faire passer la rampe à ces monologues, il faut trouver le rythme profond qui met le public en contact avec les âmes elles-mêmes. Ce contact s'est produit chez les Saltimbanques, grâce à un jeu dépouillé, frémissant, savamment conjugué des interprètes. Le soutien visuel d'un décor semi-abstrait et de projections psychographiques de Pierre Moretti aidait le transfert du quotidien au sublime. Ce sublime s'accordait tout particulièrement à la musique discrète de Jean-Marie Cloutier : ses quelques notes lancinantes semblaient tomber goutte à goutte du coeur même du temps.

Le cours du veau à Montréal et ailleurs

On sait comment les « Violons de l'automne » de M. Languirand viennent d'être « accordés » par la critique parisienne. Un joli concert, et qui est d'autant plus agréable à ouïr que notre Maître Jacques venait d'obtenir une distinction officielle (Prix du Gouverneur Général) et que la salle parisienne a été louée à nos frais... Tout ça pour faire rayonner le prestige du Canada Français. On a bonne mine !

Et voilà que dans la même salle de la rue St-Luc où les « Violons de l'automne » avaient été créés, on a pu entendre les violons du printemps, la pièce victorieuse du Festival de cette année. Cela s'appelle « Le veau dort ». A vrai dire, la pauvre bête n'a pas le sommeil paisible : elle rêve, elle délire... Il paraît qu'on a parlé de Brecht au sujet de ce spectacle. Si Claude Jasmin c'est du Brecht, alors Claude Gauthier, l'auteur présenté au festival de l'an passé, c'était de l'Eschyle ! Enfin moi, je suis parti à l'entracte en marchant sur les mains. Je me suis dit : « Dans cette position peut-être comprendrai-je ! » Mais même après avoir fait quelques pas dans cette position, je n'ai pas trouvé le courage de retourner dans la salle.

Décidément, le festival de cette année aura battu tous les records : aussi bien arbitré qu'organisé. Ce ne sont pas les juges qui manquent pourtant, c'est un tout petit peu de jugeotte. Comme l'écrivait[1] le critique d'art de la Presse à propos d'une exposition de peinture : « Cela est à la vraie peinture, ce qu'est le music hall au théâtre véritable. » Quel dommage que Claude ne soit pas aussi critique dramatique. Ou plutôt critique de music hall... car il y a aussi du mauvais music hall. Le veau dort, par exemple...

(1) Et ceci le jour même où son veau était couronné !

Document[1]

PLUS DE VAINQUEUR POSSIBLE

Depuis des millénaires, les hommes ont été engagés dans des guerres. On dit souvent aujourd'hui que les nouvelles techniques de guerre font que le système lui-même est désuet, que la guerre et la menace de guerre ne sont plus des prolongements utiles à la démocratie. Il est indéniable que cela est vrai. Si la course aux armements continue, si l'homme en sort sauf, elle aboutira à une ridicule impasse, engageant des engins d'une telle puissance de destruction qu'ils ne puissent être ni utilisés ni menacés de l'être.

Il est aussi possible que la guerre devienne désuète avant l'impasse finale, parce que l'homme pourrait prendre sur lui de l'éliminer de sa culture.

Entre temps cependant, la guerre pourrait n'être pas désuète parce que les peuples pourraient *croire* qu'ils peuvent combattre sans risquer d'incommensurables dangers. En d'autres mots, les peuples pourraient croire que les conséquences de la guerre sont moins terribles que celles qui viendraient d'une incapacité ou d'un refus de faire la guerre.

Qu'une guerre soit, en principe, trop dangereuse pour être faite dépend évidemment du point de vue de l'individu. Combien de morts peut-on assumer ? Qui établira le barème ? Les chefs politiques ? Le peuple lui-même ? Quelles sont les possibilités de reconstruction ? Y aura-t-il quelqu'un qui *veuille* survivre dans la reconstruction ? Quels sont les aléas de la reconstruction ? En tout cas, il est plausible que l'usage continu du système actuel entraîne la mort de dizaines et de centaines de millions de personnes et se double du risque d'un redressement économique impossible. Aussi longtemps que les peuples et leurs gouvernements voudront courir de tels risques — i.e. se fier à la violence comme *ultima ratio* des querelles humaines — la guerre sera le véhicule indispensable de leurs décisions.

Il est évident que, pour mettre fin à la guerre, le consentement de *toutes* les puissances terrestres est requis — puissances nucléaires actuelles et futures. — Si une seule nation du club nucléaire croit que le système de guerre n'est pas désuet, il sera utilisé. A la course aux armements, déjà presque incompréhensible par sa capacité d'extermination massive, s'ajouteront d'autres éléments — chimiques, biologiques, psychologiques — jusqu'à ce que les arsenaux débordent d'appareils capables de détruire plusieurs fois les peuples de la terre. Pourtant, à la longue, la course macabre ne produira pas de champion. Les prix de consolation de toute guerre future seront la capitulation, l'impasse ou la mort.

---

(1) Harrisson Brown et James Real, *Community of fear*, Santa Barbara, California, Center for the study of democratic institutions, 1960 (réimpr. 1961), pp. 39-40.



AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à :
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication."